

LIBRE PAGE 4

Le Monde

Fondateur : Hubert Bouys-Méry

Directeur : André Laurens

3.50 F

Algérie, 2 DA; Maroc, 2,00 Dir.; Tunisie, 200 m.;
 Allemagne, 1,60 DM; Autriche, 15 sch.; Belgique,
 25 fr.; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 275 F CFA;
 Danemark, 6,50 Kr.; Espagne, 60 pes.; G.-B., 45 p.;
 Grèce, 50 dr.; Libye, 0,350 Lt.; Irlande, 70 p.;
 Italie, 1.000 L.; Liban, 350 P.; Luxembourg, 27 f.;
 Norvège, 3,00 Kr.; Pays-Bas, 1,75 fl.; Portugal,
 30 esc.; Sénégal, 200 F CFA; Suède, 3,00 Kr.;
 Suisse, 1,40 fr.; E.-U., 95 cents; Yougoslavie, 50 D.

5, RUE DES ITALIENS
75627 PARIS CEDEX 08
Télex Paris n° 630572
C.C.P. 6207 23 PARIS
TEL : 246-72-23

M. Begin à l'heure du choix

naire. Sur ce front, en fait, la situation n'est pas totalement bloquée tant il est probable que M. Begin ne cédera pas sur la question des territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza. A moins que M. Reagan et son administration ne se consacrent à ce dossier avec une volonté d'aboutir. Les négociations se poursuivent avec la Maison Blanche et de M. Shultz la résolution 242 de l'ONU, dont le passage sur l'évacuation des territoires occupés fait l'objet d'une inépuisable controverse (lire pages 3 et 4), constituent un indice nécessaire mais insuffisant d'une évolution des positions américaines.

La tension monte en Pologne à la veille de l'anniversaire des accords de Gdansk

« Leur action, a-t-il dit, est « toute à l'édifice », car « la population polonaise de 1918 ne donne son appui qu'à violente, à l'ordre et à la loi ». Et le général Klemski d'affirmer qu'il faut comprendre cette attitude dans son contexte international, car « le biais du problème polonais, le gouvernement américain cherche à augmenter la tension inter-

D'autre part, les autorités polonaises ont rétabli mercredi 20 août, l'accréditation retirée cinq jours auparavant à M. John Darnitz, correspondant du *New York Times* à Varsovie, lequel avait déclaré que « cette suspension continuait à être d'actualité ».

« *Interdiction d'assister* ».

Vingt-quatre heures auparavant, le département d'Etat américain avait annoncé qu'il refusait l'accréditation au correspondant à Washington de *Trybuna Ludu*. Cette sanction a été levée.

Le régime cubain affronte la crise la plus grave

L'industrie sera plus favorablement traitée que le commerce et les services lors de la sortie du blocage des prix

[illegible]

rave depuis vingt ans

Général Motors à l'attaque du marché européen de la petite voiture

On ne la connaît encore que sur photo. Mais c'est déjà un fait que les ingénieurs travaillant pour les constructeurs français, la « Corsica » de General Motors, ont commencé à fabriquer d'automobiles en France, puis en Europe, avec des objectifs ambitieux : deux cent mille unités vendues en France, puis un million de mille dès 1964. Elle a déjà, indirectement, beaucoup fait parler d'elle. C'était en 1959, quand elle était encore une jeune fille, qu'elle plonge la Louvraine et le Nord dans la désolation et General Motors cherchait un nid pour ses nouvelles usines destinées à fabriquer à grande cadence un tout nouveau modèle. Il lui fallait un terrain plat, facile à monter les écheliers entre les Etats européens, les 3 milliards de dollars nécessaires à la construction d'un investissement prouvés et les dix mille emplois créés avaient de quoi alécher les plus puissants lobbies américains. Ils emportèrent de haute lutte sur la France, laquelle, après inter-

grave depuis vingt ans

Austérité, récession, incertitudes internationales

Le régime cubain affronte la crise la plus grave depuis vingt ans

La Havane. — « Jamais nos rendrez-vous ? (Jamais nous ne nous rendrons) : le défi, un caractère d'africanité, est toujours présent dans la mentalité du bonhomme du bord de mer, à deux pas de l'ambassade américaine. Deux pétroliers soviétiques se profilent à l'entrée de la passe, dominés par la fumée noire du Havre. Hier, l'après-midi, on semble vraiment bouger à La Havane depuis vingt ans. En ce mois d'août, torride, le temps paraît une nouvelle fois arrêté. »



colportage

récit
et enquête

et mercis

« Voici l'histoire de ces petits commerçants qui
des nouvelles en même temps que le fil, le
et les almanachs. Le premier journal parlé »

PIERRETTE HOSSET / ELLE

denoël

de vie précaires des habitants. « Fidal » n'est pas un courant : c'est le lent-mau banal d'une population soumise à des causeries et des difficultés quotidiennes depuis vingt-trois ans. Une population qui subit, bon gré, mal gré, l'encadrement des comités de défense de la révolution, la surveillance, l'orgueil et de rien de la santé, de l'éducation, du ravitaillement comme de la « surveillance ». Mais la majorité des Cubains sont aussi mécontents d'un comité de défense de sorte qu'a relation

obsession, si les produits rationnés sont moins nombreux qu'il y a cinq ans ou dix ans. Le spectacle des victuailles distribuées par le Havestre reste très déprimant. Pénurie et misère : dans la rue les jeunes Cubains louchent avec convoitise sur les jeans et les chaussures des étrangers.

Un incident révélateur a éclaté à l'Assemblée nationale du pouvoir populaire (simple chambre d'exercice du pouvoir) où la cité de gnomes, espoirs de « démocratisation » des institutions : deux ministres ont fait état des plaintes de la population concernant le manque de produits alimentaires à rayures offerts par l'industrie cubaine. M. Fidel Castro a véritablement répliqué que « l'important était de produire des vêtements de travail pour les ouvriers de la coupe à sucre ».

(Jean J. van der Meer, C. I.)

La construction du gazoduc euro-sibérien

- Le gouvernement américain s'apprêterait à sanctionner la société Dresser
- L'Allemagne de l'Ouest et la Grande-Bretagne vont livrer des équipements à l'U.R.S.S.

(Lire page 20.)

LA RENTRÉE LITTÉRAIRE

Que lira-t-on cet automne ?

TENEZ-VOUS UN JOURNAL INTIME

Achevant son enquête commencée le 9 juillet, *Le Monde* des livres a publié page 13, les réponses de

ANGELO RINALDI,
HENRI TOMAS,
JACQUES CHESSEK,
JEAN-PIERRE

commun, rupture, n'hésitent pas à

**TENEZ-VOUS
UN JOURNAL INTIME ?**

Achevant son enquête commencée le 9 juillet, « le Monde des livres » publie, page 13, les réponses de
ANGELO RINALDI,
HENRI TOMAS,
JACQUES CHESSEX,
JEAN LOUIS CURTIS

JEAN-LOUIS CURTIS.

Tentation qui impose une politique alternative : ce pourrait être l'autogestion, suggèrent Marie-Noëlle Lienemann et Alain Richard. D'une manière ou d'une autre, affirme Claude Lemonnier, la nouvelle politique économique et sociale suppose une concertation qui n'existe pas encore en ce qui concerne les représentants des consommateurs. Et Claude Legoux assure que le blocage peut être tourné par des innovations technologiques.

Devant ces obstacles, la « troisième phase » pourrait consister en un repli sur l'hexagone, accompagné d'un raidissement des relations sociales. Ces à-coups, résultant du protectionnisme et de la stagnation sociale, conduiraient sans doute pour amortir les conflits, à une formule gouvernementale de type « Union nationale », moyennant le

industrielles nationales; celle des syndicats sociaux à la réunion du 27 mai, celle des intellectuels, celle des initiateurs d'une « table ronde » des forces du changement par une lettre adressée le 27 mai au premier ministre et par un communiqué de presse du 1^{er} juin.

Mais il n'est pas trop tard. La décision de blocage des prix et des revenus a constitué une thérapeutique de choc. Il faudra lui donner une suite et élaborer une politique économique et sociale pour le période qui commencera le 1^{er} septembre.

Celle-ci n'aura de chance de réussir que si elle s'appuie par toutes les forces qui veulent des changements significatifs et durables. Pour obtenir cet appui, il faut reconside-

En raison du poids du passé, une telle entreprise est difficile. Les travailleurs, qu'ils réagissent en producteurs ou en consommateurs et usagers, sont méfiants. Au-delà des inégalités de revenus, il y a trop d'inégalités en matière d'informations, de moyens d'études et d'expression entre les agents économiques. Les économistes professionnels économiques relient leur refus à ce qu'ils ne disposent pas de spécialistes en nombre suffisant pour vérifier les faits et les arguments du patronat. Ceux qui détiennent le pouvoir économique se déclarent favorables à la politique contractuelle, mais veulent choisir leurs interlocuteurs et n'acceptent pas de vrais contrats assortis de sanctions efficaces en cas de non-respect. Ils ne veulent pas que les décisions soient prises par nous recueils quand il s'agit de peser sur les décisions en matière d'investissements

de la monnaie, la production est toujours en change pendant les dix dernières années. Les industriels ont donc pu bénéficier, sans aucune déperdition, d'un avantage certain, une bonne part de ses composants, utilise toujours des pièces et des ensembles de très ancienne conception, et qui continuent à être produits à un prix de revient très performant, puisque les frais d'étude, d'outillage et de mise au point sont depuis longtemps amortis, tout en laissant de confortables marges.

En France, les industriels, tout un temps, furent contraints de changer fréquemment leurs modèles, sans cesse dépassés par la concurrence, et même pour échapper à un blocage de leurs prix. En effet, le prix de vente d'un produit est déterminé en fonction des paramètres existants au moment de sa mise sur le marché.

Il n'en reste pas moins que le contrôle des prix et des revenus peut être considéré comme un complément utile de la politique de lutte contre l'inflation. Dire que l'inflation est un phénomène monétaire ne veut pas dire que l'excessive croissance monétaire est le facteur causal

plement pour échapper au blocage de leurs prix. En effet, le prix de vente d'un produit est déterminé en fonction des paramètres existants au moment de sa mise sur le marché.

Il s'agit de l'un des effets les plus subtilement pervers du blocage des prix.

(*) Conseiller en informatique.

Cependant cette politique a un coût, difficile à mesurer, mais probablement considérable. En effet, elle est la négation même du mécanisme des marchés, dont le fonctionnement repose sur un mécanisme extrêmement subtil et merveilleusement efficace d'adaptation continue de tous les prix les uns par rapport aux autres en fonction de l'évolution des circonstances, des goûts, des techniques, des marchés mondiaux, etc. On ne devrait porter atteinte à un tel mécanisme — l'un des fondements de nos sociétés — que dans des circonstances exceptionnelles (d'ailleurs impossibles à imaginer), et le fait que le contrôle soit en principe décidé pour une période limitée ne change rien à sa gravité. Malheureusement, on rencontre ici une application surprenante du principe de la précaution : la politique économique consiste généralement à atteindre un objectif donné par des moyens dont le coût n'est pas mesurable.

Pour que le contrôle des prix et des revenus soit parfait, il faudrait y consacrer toutes les ressources de la nation. Or, même s'il était parfait, il n'agirait que sur le symptôme de l'inflation et non sur le processus inflationniste. L'écart serait donc de plus en plus insupportable entre prix contrôlés et prix d'équilibre. Dans le cas de la France, le contrôle n'est pas total, mais il n'en absorbe pas moins l'énergie de milliers de personnes, dont l'activité a une productivité sociale négative. On obtiendrait *momentanément* un certain ralentissement de l'inflation mais la *surinflation* (pas de l'inflation effective), mais à un coût social considérable et mal connu. Or, rien n'est changé du point de vue de la politique monétaire, de telle sorte que le contrôle des prix et des revenus ne peut pas jouer son seul rôle potentiel, à savoir celui de complément d'un véritable *politique* anti-inflationniste. On sait, en effet, que la politique monétaire française repose sur l'encadrement monétaire.

Mais l'Etat ne s'impose pas la discipline qu'il impose aux autres, puisque l'accumulation de créances publiques, par le système bancaire n'est pas limitée. Ainsi, les créances publiques dans les plans bancaires ont augmenté de plus de 36 % entre mars 1981 et mars 1982. Même si les crédits publics ne représentent encore qu'une part faible des crédits bancaires, leur expansion rapide est inéluctable compte tenu de la croissance prévue du déficit public. Il est vain par conséquent d'attendre une politique monétaire plus restrictive, qui n'a d'ailleurs jamais été annoncée, même au plan des intentions. Dans ces conditions, le contrôle des prix et des revenus ne pourra faire sentir que ses effets néfastes.

(*) Professeur à l'université de Paris-IX Dauphine.

(1) Certes, il existe un phénomène de « fuite devant la monnaie », mais la désaffection à l'égard de la monnaie ne croît que si l'inflation s'accroît. Pour un taux d'inflation à peu près stable dans le temps, il n'y a pas désaffection croissante.

(*) Conseiller en informatique.

**contrôle des prix et des revenus
et contrôle de l'inflation**

Beirout, quatre paysans libanais ont été tués lorsque leur véhicule a sauté, mardi soir, sur une mine.

Dans la lettre qu'il a adressée, mercredi 25 août, de Reagan à Barbara (California) au Congrès américain, le président Reagan a rappelé que la participation américaine à la F.M.L. doit favoriser les objectifs des États-Unis au Liban - et jugé que « les progrès enregistrés sur la question libanaise doivent également contribuer à créer une atmosphère nécessaire à l'établissement d'une paix globale dans la région, conformément aux accords de Camp David, et solidement fondée sur les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité de l'ONU ». Le chef de la Maison Blanche a également envoyé un message « aux Marines, américains déployés à Beyrouth pour désigner la situation, très importante pour notre nation et pour le monde libre », de leur « dangereuse » mission.

Enfin, dans un article publié jeudi par le « Washington Post », M. Shamir, ministre israélien des affaires étrangères, estime le moment venu de reprendre les négociations sur l'autonomie des Palestiniens dans les territoires occupés par Israël et « de les mener à une conclusion rapide et positive ». Alors que M. Shamir s'affirme convaincu que le départ des Palestiniens aura un « effet positif sur le processus » défini à Camp David, la « Pravda » déplore « l'étonnante passivité de plusieurs gouvernements arabes » dans la lutte contre le terrorisme. Elle appelle à une conférence internationale avec la participation de Moscou pour régler dans son ensemble la situation au Proche Orient.

Un vent de défaitisme commence à souffler dans certains milieux libéraux

En fait, le Rassemblement islamique de M. Saëb Salam, qui multiplie ses contacts avec les dirigeants du Mouvement national libanais et les leaders chiites de Beyrouth, ne veut rien brusquer. On parle de plus en plus de décisions imminentes concernant un boycottage du nouveau chef de l'Etat, à l'instar de celui annoncé par le leader musulman sunnite de Tripoli, M. Rachid Karamé, et l'ancien chef de l'Etat, M. Solséim Franglé, qui ont proclamé : le Nord = territoire libéré ».

Des nuileux proches de M. Sablo Salan s'élèvent contre ce qu'ils qualifient de procès d'intention et affirment que l'ancien président du conseil n'a pas du tout l'intention de capituler. Sa position se résume ainsi : « Si les Israéliens ne se trouvent pas en mesure de porter à Beyrouth, ou de faire retirer le nouveau président de la République et ce serait de nouveau la guerre civile. Mais le rapport des forces, après le départ des Palestiniens, n'est pas en notre faveur et nous n'avons pas intérêt à emprunter cette voie. Beyrouth n'est pas totalement isolée et nous n'avons aucune chance de remporter une éventuelle épreuve de force. »

M. Sablo Salan, poursuivant ces mêmes thèses, déclare que les garanties d'abord en ce qui concerne la démocratie au sein de l'armée et des institutions sociales et politiques, »

Les dynamitages et destructions des propriétés des députés qui ont, à la dernière minute, assuré le quorum de lundi, se poursuivent méthodiquement, bien qu'ils aient été condamnés par les dirigeants politiques de Beyrouth-Ouest.

« Je ne s'agit que d'un baroud d'honneur que l'on aurait pu économiser », conclut un intellectuel qui se veut réaliste. « En réalité, le départ des Palestiniens et l'élection de M. Bachir Gemayel sont étroitement liés. Ils reflètent tous les deux l'équilibre des forces dans la région qui est en notre défaveur. Nous sommes en train de payer le prix

Ceux qui pensent comme notre interlocuteur — et ils sont de plus en plus nombreux — estiment que la bataille menée par les dirigeants islamiques et leurs alliés n'est qu'un combat d'arrière-garde. Un vent de déstabilisme commence déjà à souffler dans certains milieux libéraux, aussi bien chrétiens que musulmans.

JEAN GUEYRAS.

Ce n'est certes pas l'animation des jours de paix mais presque. Les magasins d'alimentation sont à nouveau approvisionnés et les chariots des vendeurs affamés croulent sous le poids des fruits et légumes, dont les prix, soudain, sont devenus accessibles au commun des mortels. L'essence et le mazout, cependant, demeurent toujours rares, les files d'attente devant les boulangeries sont aussi longues que dans le passé, et les ordures ménagères continuent à empuiser l'air.

Le crépiement des armes automatiques ponctuait par l'explosion de la bombe les déplacements du convoi occupé par leurs problèmes personnel, que l'évacuation des Palestiniens se poursuivait sans relâche. Les broyeurs de la rue Ramra, occupés par les marchands ambulants, sont devenus en un instant les « paradis » de la rue d'Ayoub, où commencent les événements politiques de l'heure. Qui est Ayoub ? Un excentrique qui se l'élève de résumer en quelques mots lapidaires l'actualité politique. « Il y a encore quelques semaines, au moment où le général Stora et le premier ministre israélien, M. Begin, qui étaient traités de tous les noms sur des feuilles de carton soigneusement attachées par des fils à la corde, rôdait aux grilles et à la porte des principales rues de Beyrouth-Ouest,

Ayoub a fait école et les bouts de carton se sont multipliés à une allure vertigineuse. Leurs auteurs sont anonymes, mais la signature est toujours la même : Ayoub. La tête noire s'est plus M. Sharon mais M. Bechir Demzel. On peut lire sur ces cartons, tracés à la main : « Bechir, va t'en aller ! » - « Nous ne voulons pas du régime de Bechir. Que tu mette la République nous gouverne » - « Bechir, ne met jamais les pieds à Beyrouth » - « Walid Joumblatt, problème la révolution contre le nouveau fascisme. »

En fait, les « petites phrases » d'Ayoub réparties à travers toute la ville — il en existe même attachées aux grilles de la résidence des Pins au siège, depuis mercredi, le P.C. du 2^e REP — constituent une tentative de mobiliser le petit peuple autour de certains thèmes politiques. Une sorte de journal mural.

● Le président Assad de Syrie
reçu, mercredi 25 août, à Damas,
l'émir Saoud Al Fayçal, ministre
soudien des affaires étrangères,
qui lui a remis un message du
roi Fahd, a annoncé l'agence sy-
rienne de presse SANA. L'émir
Fayçal devait se rendre ce jeudi
à Jordanie pour y remettre un
message du roi Fahd au roi Hô-
sein ayant également traité à la
fois libanaise et au prochain
sommet arabe de Fès. — (A.F.P.)

Hanoï (A.F.P.). — Le Vietnam propose à la Chine d'observer une trêve militaire de six semaines à la frontière des deux pays.

EXILÉE A PARIS, PRIVÉE D'UNE PARTIE DE SA FLOTTE

La compagnie aérienne libanaise n'a jamais cessé de voler

du cédre n'a pratiquement pas un seul jour, en près de huit années de troubles et de guerres, été absente du ciel. M.E.A. a pourtant perdu dans les guerres une bonne partie de sa clientèle, et dernièrement une partie de sa flotte: elle a vu dix fois sa base de Khaldé transformée en champ labouré, ses dirigeants et une partie de son personnel ont même dû à deux reprises fuir leur pays. Mais, en plus fort de la tour-

aussi pour du pillage centaines de manière brutale la compagnie. Pour continuer d'exister, celle-ci va devoir s'expatrier. (francs). L'agitée, se le rouge (-

La direction, la flotte, les équipages et une partie du personnel au sol quittent le Liban. Trois avions sont basés à Djeddah, un à Bahrein et deux à Paris, qui va accueillir une base technique (à Orly) et une base commerciale (sur Sète) provisoires. En tout, jusqu'à mille personnes. Bien entendu, il n'est pas question pour M.E.A. d'obtenir des droits de trafic régulier à partir de pays étrangers. Aussi la compagnie décide-t-elle de louer ses avions à d'autres transporteurs et propose de leur acheter la demande. Elle « tient le coup mais perd gros », reconnaît M. El Khazeni. Fin 1975, elle aura perdu 25 millions de francs, malgré le sacrifice du personnel, qui a accepté le blocage provisoire de 30 % des salaires.

L'aéroport de Khaldé ne rentre en service qu'en novembre 1978, après cinq mois de fermeture. Aussi, l'M.E.A. s'y réinstalle. La « paix syrienne » ramène un calme dont Middle East sait profiter. Dès 1977, son trafic repasse la barre du million de passagers... et elle engrange, à nouveau des bénéfices (25 millions de

ments, aucun de ses cinq mille employés, et aucun de ses actionnaires (Air France possède 28 % du capital) n'ont songé à abandonner la partie.

« Que l'aviation civile rouvre l'aéroport de Beyrouth-Khalé et en moins d'une semaine nous y aurons repris notre activité », annonce calmement M. Malek El-Khazen, directeur pour la France et le Benelux.

Depuis le début de son exode, en juin, elle a gagné près de 30 millions, en affrètements d'avions : les grèves ont dans les compagnies françaises, en juillet, été dues pour elle au seul fait qu'elle avait des avions américains. La Compas, qui mobilisera la presque totalité de ses avions, lui rapporte- ront aussi plusieurs millions. Enfin, Middle East a vu d'exploiter, privilège rare, l'autorisation d'exploiter des gisements de pétrole en Iran, qui lui ont permis de gagner sur des lignes de pétrole ouvertes par les compagnies de ces pays.

ain à Khaldé

Aujourd'hui on peut espérer un rapatriement rapide à Khaldé. Rue Sorbès, on échaude des plans de reprise du service normal, avec une date « à blanc » : le 20 septembre. Et, avec une belle obstination, on pense à l'avenir. Si le trafic reprend aussitôt, il va falloir racheter quelques centaines de 707 pour remplacer les cinq détruits. Les dernières semaines : construire à hangar pour les trois 747 dont l'entretien devrait commencer en août ; préparer la livrée, pour 1984, des premiers A300 300, commandés le 30 octobre 1981, au moment le plus noir de l'histoire de la compagnie. « C'est notre manière de montrer que nous n'avons jamais désespéré de la compagnie ni du Liban », explique M. El Khazen.

JAMES SARAZIN

crues de hausse

LES CRISES DU PROCHE-ORIENT

Une foule en délire a accueilli à Tartouz les premiers combattants de l'O.L.P. arrivés en Syrie

Tartouz. — Des milliers de Palestiniens venus de Damas, d'Hama, de Lattaquié et d'Alep, par bus entiers, ont afflué mercredi soir à Tartouz, où était attendu le premier contingent de combattants palestiniens venus par mer de Beyrouth. Ils se pressaient à la tombée de la nuit contre les grilles du port, que la police militaire syrienne n'entretenait que pour les journalistes. Pourtant, la foule était plus nombreuse encore sur un quel que soit un glorieux au fin fond du port, où une tribune improvisée avait été dressée pour la circonstance. Des clameurs confuses, dans lesquelles on reconnaissait des chants révolutionnaires et des slogans à la gloire de Yasser Arafat, s'élevaient.

Dans la foule, nombreux étaient ceux qui n'étaient pas venus seulement saluer « les héros de la résistance palestinienne » mais aussi pour attendre un frère ou un ami, qui un fils. « J'ai deux frères à Beyrouth, je ne sais pas s'ils sont sur ce bateau, je ne sais même pas s'ils sont encore vivants », raconte Khalil, vingt-sept ans, de Safat, en Galilée, mais présentement réfugié à Hama. « Je n'ai pas pu aller combattre à Beyrouth, et mon cœur est triste », ajoute-t-il avec regret dans un anglais approximatif.

Nouvelles acclamations : une escouade de jeunes gens et de jeunes filles en uniforme vient de faire son entrée en rangs serrés, une forêt de mains formant le V de la victoire au-dessus de leurs têtes. C'est un groupe d'Al Shabiba, l'organisation de jeunesse du parti baas syrien. Mais 20 heures, l'heure prévue pour l'arrivée du Sol-Georgios, la navire chypriote à bord duquel les fedayin devaient avoir embarqué à Beyrouth, est déjà passée depuis longtemps, et l'enthousiasme retombe soudain.

De notre envoyé spécial

quand un haut-parleur annonce que le bâtiment n'entrera en rade de Tartouz que vers 1 heure du matin. Chacun s'installe alors de son mieux pour passer une partie de la nuit sur le port et le quel prend l'allure d'un campement clairsemé où seuls quelques groupes, pour se tenir éveillés, improvisent chants et danses.

1 h 15 : la foule est soudain sortie de sa torpeur par un concert d'acclamations. Un cortège officiel fait irruption. Le premier ministre syrien, M. Abdel Raouf Al Qassam, et son ministre de la Défense, le général Mustapha Tlass, entourés d'une nuée de militaires en armes et de bérêts rouges de la police militaire, se traînent un chemin vers la tribune où attendent déjà le président du Conseil national palestinien, M. Khaled El Fahoum, et deux membres du comité exécutif de l'O.L.P., MM. Youssef Nashashibi (indépendant) et Mohamed Khalifeh (baas).

Mais déjà l'attention de l'assistance, qui afflue et ne sait d'où elle compte alors de dix mille à quinze mille personnes), est détournée par les aboiements rauques d'une sirène : au large on aperçoit le Sol-Georgios. Des dizaines d'hommes et de femmes se ruent vers le quel en brandissant des bouquets de fleurs tandis que retentissent de nouveaux des chants qui scandent : « Allah wa sahlan al abdal » (« Bienvenue aux héros »). Les forces de sécurité, jusque-là très calmes, tentent de contenir la ruse de la foule, mais peine perdue, elles sont rapidement débordées. Pendant plus de deux heures, avant que le pont mobile du Sol-Georgios s'abatte

enfin sur la quai, ce sera du délire. Les militaires et les policiers tentent de repousser sans ménagement les vagues successives de la foule qui s'agglutine autour de la proue du navire.

Sur le pont de Sol-Georgios apparaissent dix, puis vingt, puis cent fedayin. Des noms résonnent alors du quel, qui se répètent sur le navire : « Mourad, Mourad, Shouhou Mourad ? » (« Mourad, Mourad, avez-vous vu Mourad ? »). Du navire, les nouveaux arrivants interpellent également amis ou parents qu'ils aperçoivent sur la quai.

3 h 45 : la proue du navire s'est enfin ouverte. Les cinq cent cinquante combattants, parmi lesquels on remarque quelques femmes, déboulent enfin, les uns brandissant au-dessus de leur tête la médaille indéchiffrable. C'est à qui s'approche le plus près des fedayin, à qui les touchera ou les embrassera. Quelques ambulances font hurler leur sirène. Il doit y avoir des blessés mais il est impossible de distinguer quel que soit dans la masse compacte de la foule. Hanni El Hassan, l'un des bras droits de Yasser Arafat, est du voyage.

A 4 heures, la fête est finie : le premier ministre syrien a prononcé quelques mots de bienvenue ; les combattants se dirigent, accompagnés d'amis ou de parents, vers les bus qui les conduiront dans un centre de transit installé dans une école dans la banlieue de Damas.

La foule, qui a perdu la voix, prend le chemin de la sortie. Parmi ceux qui attendent quelque part, ils sont nombreux à se racrocher à un espoir : « Demain, peut-être... avec le prochain contingent ».

EMMANUEL JARRY.

Le président Bourguiba accueillera samedi à Bizerte un millier de combattants palestiniens

Tunis. — Le président Bourguiba accueillera samedi 28 août, au port de Bizerte, où ils seront arrivés dans la nuit, les quelque mille Palestiniens évacués dimanche dernier de Beyrouth à bord du navire chypriote Sol-Georgios.

Ce n'est pas un hasard si Bizerte a finalement été choisie pour cette réception « officielle et populaire » qui se veut grandiose (1) de référence. La Goulette, l'avant-port de Tunis, ainsi qu'il avait été prévu. En effet, l'ancienne base stratégique française, évacuée en 1963, après les violents combats ayant opposés, deux ans plus tôt, les deux armées, à pour les Tunisiens, valeur de symbole : celui de l'ultime phase de la lutte pour l'indépendance, qu'ils considèrent inachevée depuis 1956 tant qu'un soldat français demeure encore sur le territoire.

De Bizerte, après avoir remis leurs armes aux autorités militaires, les Palestiniens rejoindront la capitale et y compris les cadres civils et militaires, à l'intention desquels, pourtant, un hôtel est réservé dans la banlieue de Tunis — le camp d'Oued Zaoua, dans la plaine côtière de Beja, prêt depuis plusieurs jours déjà à les accueillir.

Quant à la date de la venue de M. Yasser Arafat, qui sera probablement accompagnée des principaux dirigeants de l'organisation Fatah, elle est encore tenue secrète. Mais l'hypothèse

De notre correspondant

selon laquelle le président de l'O.L.P. pourrait quitter Beyrouth pour Tunis sans attendre le dernier jour de l'évacuation en cours n'est pas à écarter. Les autorités, d'ailleurs, envisagent de lui offrir de loger au palais Zoumana, situé en bord de mer à la Marina, dans la banlieue nord de la capitale.

La décision du président Bourguiba de recevoir dans son pays un contingent de combattants ainsi que les dirigeants du Fatah a été comprise et unanimement approuvée par les Tunisiens. Mais certains d'entre eux ne s'en posent pas moins des questions quant aux répercussions qu'elle peut avoir sur plans intérieur et extérieur.

Si les mouvements d'opposition reconnus officiellement, c'est le cas du parti communiste — on officieusement comme le Mouvement des démocrates socialistes (M.D.S.) ou le Mouvement de l'unité populaire (M.U.P.) s'en tiennent à n'en pas donner à la stricte légalité qu'ils ont de tout temps scrupuleusement observée, qu'on se demande comment les poules gauchistes ou basistes plus ou moins contrôlées et des plus actifs sympathisants du courant islamiste n'ont pas pu le plus tôt rester indéfiniment cloîtrés dans les lieux mis à leur disposition ne risque-t-elle pas de susciter quelques difficultés avec la population ?

Cette question que la Tunisie n'est-elle pas susceptible de tendre ses relations, qui ne sont déjà pas au beau fixe, avec ses voisins et plus particulièrement avec la Libye, dont le radio a accusé de « trahison » le pays ayant accepté de recevoir les combattants de Beyrouth ?

Les dirigeants tunisiens déclarent que toutes ces inquiétudes et bien d'autres sont infondées. A leurs yeux, le seul problème qui compte vraiment est celui de la sécurité de leurs hôtes, et en premier lieu celle de M. Yasser Arafat, contre d'éventuelles actions de services spéciaux ou de dissidents palestiniens qui résisteraient à l'introduction dans le pays. Cette préoccupation est profonde, au point qu'elle aurait été évoquée tout récemment devant l'ambassadeur israélien à Tunis.

« Le président Bourguiba, à l'exception de ce point, qu'il ne dissimule pas complètement, et de sa préoccupation d'écarter les Palestiniens dans les meilleures conditions de confort possible, le premier ministre, M. Mohamed Mzali, affiche une grande sérénité. »

« Le président Bourguiba, le gouvernement et le peuple tunisiens sont honorés d'accueillir les combattants palestiniens dans leur pays, terre d'accueil, à la suite de la Libye, et de tous les hommes libres du monde en Orient et en Occident, de soutenir leur combat. »

« Nous sommes sûrs que le séjour des Palestiniens en Tunisie : non pas que leur présence pourrait nous peser mais parce que la lutte du peuple palestinien pour recouvrer ses droits, avoir sa patrie et son Etat va continuer. Elle continuera sous des formes diverses. Le combat politique n'est pas le plus facile. Les Tunisiens, les Algériens, les Marocains, savent que pour passer de la lutte armée à un Etat et à l'indépendance il faut passer une période de transition et de compromis. Il appartient à la direction du F.O.L.P. de tracer la stratégie qui lui convient et il nous appartient à nous, Tunisiens, Arabes, à tous les hommes libres du monde en Orient et en Occident, de soutenir leur combat. »

« Nous sommes sûrs aussi que les frères palestiniens respectent l'indépendance de la Tunisie et admettent le gouvernement et admettent leur propre sécurité comme eux-mêmes sont sûrs que les Tunisiens n'interféreront pas dans leurs affaires et qu'ils n'essaieront jamais de leur imposer une tutelle. »

« A cette occasion, je peux exprimer, au nom du président Bourguiba, mon admiration pour la lutte héroïque des Palestiniens et des forces progressistes au Liban et à Beyrouth. »

MICHEL DEURÉ.

(1) Le bureau de l'O.L.P. à Tunis a annoncé, mercredi, l'arrivée dans la capitale d'une délégation populaire palestinienne venant de Libye pour accueillir les combattants et les forces progressistes au Liban et à Beyrouth.

Francis Cornu.

LA GUERRE DU GOLFE

Les Irakiens ont à nouveau bombardé le terminal pétrolier iranien de Kharg

L'Irak a bombardé, pour la deuxième fois en l'espace d'une semaine, le terminal pétrolier iranien de Kharg, au nord du Golfe. Le porte-parole a affirmé que les installations pétrolières avaient été sérieusement endommagées ; il a renouvelé les mises en garde aux navires pétroliers, leur enjoignant de ne pas s'approcher de Kharg, sous peine d'être détruits. Ce mercredi, le président iranien, M. Kamenai, a menacé à son tour de chasser l'Irak du Golfe, si ses attaques se poursuivaient.

● A ABOU DHABI, on indique, dans les milieux maritimes, que de plus en plus de tankers et de cargos attendent à l'entrée du détroit d'Ormuz, du fait de l'augmentation des tarifs d'assurance pour la navigation dans le Golfe.

● A WASHINGTON, le gouvernement a fait part de son intention d'organiser des manœuvres militaires terre-air-mer dans le Golfe, à Oman, afin de rassurer les Etats pétroliers du Golfe sur la capacité des Etats-Unis à leur porter assistance en cas de besoin.

Des cibles faciles

Avec le bombardement du poste de chargement de Kharg, la guerre entre l'Irak et l'Iran pourrait entrer dans une nouvelle phase qui risquerait si elle s'étendait à d'autres installations, de compromettre les exportations de pétrole dans tout le golfe Persique, d'autant plus qu'elle pourrait dissuader les tankers de franchir le détroit d'Ormuz.

Les postes de chargement, par leurs dimensions, sont des cibles « idéales » pour les raids aériens, et sont parmi les installations les plus facilement réparables puisqu'ils ne sont faits que de gros tuyaux, d'escaliers d'amarage et de ducs d'albe. De même, les raffineries sont des objectifs que leur seule taille rend vulnérables, mais elles sont constituées, en grande partie, de grosse chaudière dont la réparation ne soulève pas de problèmes majeurs. Quant aux réservoirs de stockage, sans lesquels l'exploitation et l'exportation du pétrole sont impossibles, ils sont eux aussi de « belles » cibles. Toutefois, leur reconstruction est simple, même si leur montage prend nécessairement plusieurs mois.

Les pipelines et les têtes de puits sont, les uns et les autres, des objectifs de dimensions réduites, donc difficiles à atteindre par bombardement mais vulnérables à des opérations de commando.

La réparation de segments endommagés de pipelines est un travail courant et rapide si l'on dispose des tubes nécessaires et de soudeurs compétents.

Pour les têtes de puits, il faut envisager deux situations tout à fait différentes :

● Les puits ne sont pas éruptifs : La pression interne du gisement n'est pas assez forte pour faire jaillir le pétrole en surface. Il faut donc arracher le pétrole à monter par des techniques diverses : pompage de la surface ou du fond, injections de gaz naturel comprimé (gas lift). Si le puits a été fermé à cause de l'arrêt des exportations ou par précaution, les pompes et injections ont été stoppées et le pétrole est redescendu dans le puits. Si le puits est toujours ouvert et débite du pétrole, la destruction de la tête de puits, par laquelle passe le matériel d'« aide », sera immédiatement accompagnée par l'arrêt du pompage ou des injections : là encore le pétrole redescend dans le puits. Si

un incendie se déclare sur la tête, il s'éteindra presque tout de suite faute de carburant.

● Les puits sont éruptifs, ce qui est fréquent au Proche-Orient. Ils posent alors des problèmes très différents selon qu'ils sont munis, ou non, de dispositifs internes de sécurité. En général, les puits forés et équipés depuis une vingtaine d'années ont un clapet de sécurité (storm choke) posé près du fond et une valve (down hole safety valve) installée sous la surface pour être hors de portée des « catastrophes » éventuelles. Clapet et valve ferment le puits hermétiquement et automatiquement. Le premier se déclenche dès qu'il y a un surdébît, la seconde n'est maintenue ouverte que par un fluide injecté en continu sous pression par un tout petit tuyau : si la tête de puits est arrachée ou simplement endommagée, le petit tuyau est coupé et la valve reprend sa position normale de fermeture.

Des dispositifs de sécurité

Mais tous les puits du Proche-Orient ne sont pas récents. L'exploitation du pétrole a commencé en 1906 en Iran (à Masjid-i-Suleiman) et en 1927 en Irak (à Kirkouk). Beaucoup de puits anciens sont encore en exploitation et sont même toujours éruptifs, parfois avec des débits très importants. Or, autrefois, les puits n'étaient pas munis de dispositifs internes de sécurité. Il est toujours possible de former ces puits par précaution et y introduire des obturateurs internes. Car, ce matériel existe, mais il n'est pas forcément disponible à tout moment, et la fermeture conservatoire de tous les puits dépourvus de dispositifs internes de sécurité ne serait pas possible avant plusieurs semaines, ou même plusieurs mois.

Si un puits éruptif ancien, dépourvu de dispositifs internes de sécurité mais maintenu en fonctionnement avait sa tête endommagée ou arrachée, le pétrole jaillirait en surface. Mais si un incendie se déclarait sur immédiatement, il faudrait probablement mettre le feu de façon à éviter qu'un océan de pétrole ne vienne tout engloutir, avec les risques que cela comporte. Pour arrêter de telles éruptions, surtout lorsque les débits sont importants, il faut faire un

ou plusieurs puits déviés pour « tuer » le puits en éruption (le Monde du 21 juillet 1979). Mais les opérations sont longues et l'éruption ne peut être maîtrisée qu'après plusieurs semaines ou plusieurs mois. En 1978-1980, il a fallu neuf mois et demi pour arrêter l'éruption du puits médian Intoco-1.

Si des têtes de puits étaient endommagées, le travail de remise en état ne devrait pas être trop difficile. Il existe des stocks de têtes de puits, mais l'Irak comme l'Iran pourraient être obligés d'en importer à leurs besoins étaient importants. Une fois les nouvelles têtes installées, l'exploitation pourra reprendre puisque tout puits dans lequel on n'a pas injecté de ciment est « récupérable ». Mais si des puits éruptifs ont été touchés, il n'est pas impossible qu'ils fassent les rampiers par de nouveaux puits, ce qui prendrait forcément un certain nombre de mois pour forer et équiper chacun d'entre eux.

Il existe, en revanche, plusieurs catégories de matériels dont la remise en état est beaucoup plus difficile et beaucoup plus longue. Les compresseurs, indispensables au pompage et aux injections de gaz, sont des machines lourdes et coûteuses qu'il faudrait d'abord commander, ensuite importer, et enfin monter. De même, les centrales électriques sont constituées de matériel lourd qui est fait sur commande et qui n'existe pas en stock.

Des installations purement pétrolières intactes ne peuvent être remises en marche si les centrales électriques qui les font fonctionner ont été détruites ou endommagées. Sans électricité, les pompes et les compresseurs, les transports par pipelines et les raffineries, les manœuvres de chargement sont paralysées. Cela peut paraître paradoxal, mais l'exploitation pétrolière est sous la dépendance totale des centrales électriques.

YVONNE REBEYROL.

● Les forces de l'ordre ont tué, hier, un Arabe cinquante-huit ans, opposant de gauche, le député membre des Moujahidin Khalek, à Karaj, ville du nord du pays, a annoncé le mercredi 25 août la presse de Téhéran, qui précise que ces opérations se sont déroulées pendant le mois d'août. — (Reuters).

A TRAVERS LE MONDE

Afrique du Sud

● SUSPENSION D'EGLISES REFORMES. — Deux Eglises réformées néerlandaises d'Afrique du Sud accusées de soutenir l'apartheid ont été suspendues mercredi 25 août par 388 des 400 membres du conseil général de l'Alliance mondiale des Eglises réformées actuellement réuni à Ottawa.

Les deux Eglises perdent ainsi leur droit de vote, mais peuvent assister aux réunions de l'Alliance. Un représentant noir d'une église presbytérienne d'Afrique du Sud a indiqué qu'il avait soutenu la résolution, bien qu'il ait des réserves de représailles pour les Noirs de son pays. Le gouvernement pourrait confisquer les passeports des Noirs qui ont assisté à l'assemblée d'Ottawa, a-t-il précisé, afin de leur empêcher de participer à d'autres réunions de l'Alliance dans l'avenir. La plupart des membres du gouvernement sud-africain appartiennent à l'une des deux Eglises suspendues, la Nederduitsche Gereformeerde Kerk (N.G.K.) et la Nederduitsche Hervormde Kerk van Afrika (N.H.K.). — (A.F.P.).

Etats-Unis

● DEMISSION D'UN MEMBRE DE LA CHAMBRE DES REPRESENTANTS. — M. Frederick Richmond, âgé de cinquante-huit ans, représentant démocrate de l'Etat de New York, a donné sa démission mercredi 25 août et a été élu pour fraude fiscale et possession de marijuana. M. Richmond, un des membres les plus riches du

Philippines

bel-1/888888

● UN VIOLENT ACCROCHAGE survenu dans la région de Pangasinan (sud du pays) a coûté la vie à six militaires gouvernementaux et à quinze membres supposés du mouvement séparatiste musulman Front de libération nationale Moro, annonce — ou de source militaire à Manille. L'affrontement, qui a eu lieu le mardi 24 août, a duré plusieurs heures et s'est produit alors que les rebelles « naitales » semblaient-t-il d'aider un responsable du Front Moro à quitter le pays pour se rendre à Sabah, en Malaisie, où se tient une réunion du comité central du mouvement séparatiste. — (A.F.P.).

Suisse

● DEUX PROCHAINES DEMISSIONS DU GOUVERNEMENT. — Deux des sept membres du gouvernement helvétique, M. Fritz Honninger, chef du département de l'économie et président en exercice de la Confédération, et M. Hans Rulmann, chef du département de l'intérieur, ont annoncé mercredi 25 août qu'ils prendraient leur retraite à la fin de l'année. En principe, quatre députés du conseil fédéral étaient attendus avant les élections législatives d'octobre 1983. MM. Honninger et Rulmann ont décidé d'avancer leur départ afin d'éviter leurs vacances simultanées. Leurs successeurs seront dé-

Thaïlande

● UN JOURNALISTE ASSASSINE. Un journaliste thaïlandais, Witon Yokaku, correspondant de deux quotidiens de Bangkok, qui venait d'écrire une enquête sur les pratiques d'extorsion de fonds et la corruption sévissant au sein des forces spéciales de la police de Chantaburi (300 kilomètres à l'est de Bangkok), a été assassiné par balles, dans cette localité, dans son appartement, le mardi 24 août, à 11 heures, deux heures du matin. Les assassins se sont enfuis mais ont été aperçus par des témoins. — (A.F.P.).

Zimbabwe

● UN QUATRIEME SOLDAT SUD-AFRICAIN aurait été tué lors de l'accrochage qui a opposé, le 18 août, dans le sud-est du pays, un commando à l'armée zimbabwéenne (le Monde du 24 août), a déclaré mercredi 25 août le ministre zimbabwéen de la Défense, M. Emerson Munangagwa. « Nous pensons que le quatrième corps découvert dans la région de Senge (sud-est du Zimbabwe) est celui d'un des membres du commando, mais les documents trouvés sur lui doivent être examinés avant de pouvoir établir son identité », a ajouté M. Munangagwa. Le ministre a par ailleurs affirmé que les trois autres Blancs tués lors de cet accrochage avaient été identifiés comme étant John Andrew Wesels, Robert Beach et David Berry, tous trois anciens membres de commandos rhodésiens. — (A.F.P.).

INDONÉSIE: pas de

III. — Les bombes

Les bombes ont été utilisées à plusieurs reprises pendant la semaine dernière dans la région de Jakarta, la capitale indonésienne. Les autorités ont déclaré que les attaques étaient le résultat d'activités terroristes. Les bombes ont été trouvées dans des lieux publics, y compris des écoles et des centres commerciaux. Les autorités ont lancé une enquête pour identifier les responsables. Les attaques ont causé des blessures et des dégâts matériels. Les autorités ont pris des mesures de sécurité supplémentaires pour protéger les citoyens. Les bombes ont été trouvées dans des sacs en papier et des boîtes en métal. Les autorités ont déclaré que les attaques étaient le résultat d'activités terroristes. Les bombes ont été trouvées dans des lieux publics, y compris des écoles et des centres commerciaux. Les autorités ont lancé une enquête pour identifier les responsables. Les attaques ont causé des blessures et des dégâts matériels. Les autorités ont pris des mesures de sécurité supplémentaires pour protéger les citoyens. Les bombes ont été trouvées dans des sacs en papier et des boîtes en métal.

Le tour du monde

Le tour du monde est une aventure extraordinaire. Les explorateurs ont parcouru tous les continents et ont découvert de nouvelles terres. Les expéditions ont été financées par des rois et des mécènes. Les explorateurs ont rencontré de nouvelles cultures et ont appris de nouvelles choses. Les expéditions ont été dangereuses et ont coûté la vie à de nombreux explorateurs. Les expéditions ont été importantes pour l'histoire de l'humanité. Les explorateurs ont découvert de nouvelles terres et ont ouvert de nouvelles voies de commerce. Les expéditions ont été financées par des rois et des mécènes. Les explorateurs ont rencontré de nouvelles cultures et ont appris de nouvelles choses. Les expéditions ont été dangereuses et ont coûté la vie à de nombreux explorateurs. Les expéditions ont été importantes pour l'histoire de l'humanité. Les explorateurs ont découvert de nouvelles terres et ont ouvert de nouvelles voies de commerce.

III. — Les beaux jours du « boom pétrolier » sont révolus

Le tout pétrole

Les beaux jours du « boom pétrolier » sont révolus. L'Indonésie commence à mesurer la fragilité d'une politique économique qui a reposé trop exclusivement sur l'écoulement des richesses de son sous-sol en hydrocarbures. Ses responsables survisageaient, de porter la production de brut à 1,5 million de barils par jour en 1980, mais le choc d'une conjoncture internationale dépressive, l'OPEP leur a fixé, en mars dernier, un plafond de 1,3 million de barils (97 millions de tonnes par an), alors qu'en 1979 elle n'avait été évalué à 1,2 million. Le gouvernement indonésien, en outre, très sensible à la stabilité du prix du brut, dans la mesure où ses contrats « gasiers »

Fallait-il dépenser en priorité les deniers publics dans ce secteur-clé « pour y compenser la défaillance des investisseurs privés », comme on l'a pu lire dans le *« New York Times »* ? Il y avait sans doute eu un erreur de tout miser sur des projets tels « capitalistes », par exemple, que ceux en introduction de la zone de libre de circulation active et sous-employée et que, chaque année, deux millions de jeunes se présentent sur les bancs des universités. Mais il est sûr : l'Indonésie n'a plus les moyens de vivre sur le même pied qu'avant. Fait aggravant : ses exportations nettes pétrolières ont baissé vertigineusement, de cent cinquante de près de 30 % au cours des deux dernières années. Le gouvernement paraît décidé à

Mais, dans un contexte économique matrasé, la compétition entre pays riches et pays pauvres se fait plus âpre. Les textiles indonésiens ont ainsi du mal à franchir les barrières dressées à l'entrée de l'Europe des Dix. Djakarta se bat, comme ses autres partenaires de l'ASEAN (1), pour obtenir un relèvement des quotas de la C.E.E. et n'hésite pas à lier cette question à la signature de contrats : donnant donnant.

Compte tenu de la difficulté à équilibrer ses échanges extérieurs, l'Indonésie connaît, deux années à venir, une balance des paiements en déficit. A toutes fins utiles, elle possède de solides réserves, aujourd'hui évaluées à 1,5 milliards de dollars, ce qui, pour un pays qui ne peut se procurer ses six mois d'importations, les experts la jugent capable d'attendre, au cours de l'exercice 1982-1983, un rythme de croissance d'environ 5 % : rythme hono-
 rapide (8,6 % en 1980-1981) -
 rapide (9,6 % en 1980-81) -
 "Vient lorsque l'on n'a
 n'ajusté à l'ots.

Croissance rapide ou modérée, ses fruits seront-ils toujours aussi mal partagés, se demandent beaucoup d'Indonésiens. « La réforme agraire décidée en 1960, sous la présidence de Sukarno, est très lente à entrer en application », explique un expert occidental. Un tel programme a, pour

(1) Association des nations d'Asie du Sud-Est (Indonésie, Philippines, Malaisie, Thaïlande, Singapour).

« Il faut payer pour tout, se plain-
t des Indonésiens pour
l'absence d'école, pour se faire
soigner... » Et :

La corruption couvre encore le
fossé entre riches et pauvres.
« Les fonctionnaires sont
fumés », assure le général Ali
Sadikun, qui dénonce les méfaits
de ce « nouveau capitalisme ».
« Les fonctionnaires ne font
à un complément de salaire pour
des fonctionnaires sous-payés ;
ils ne font que multiplier les ma-
ladies », dit-il. Le général Sadiku-
vice rendra sans doute d'immenses
services. S'ils n'est rien d'autre,
souvent, qu'un intolérable cor-
rupteur.

Ce mal gangrène tout le corps
social, l'Indonésie en bas de la py-
ramide, l'Indonésie est-elle
condamnée à l'immobilité ?

« Il y a un danger qui nous guette, il ne
faut pas aller le chercher hors
des frontières, dit le général Ali
Sadikun. Ce danger est à l'intérieur
de ce pays. Explique un très
haut fonctionnaire. Si, un jour,
la subversion communiste gagne de
nouveau ce grand pays, ce sera par
ce que nous n'aurons pas su résis-
ter ; ce corrigent nos propres faiblesses,
estimer en temps opportun cette
faiblesse, la corruption immense
qui nous hante, ce corrigé inhu-
main. »

L'accusé a bénéficié des circonstances atténuantes qu'avait invoquées son avocat au regard de son jeune âge et compte tenu du fait qu'il était l'auteur d'un premier acte de violence. Mais le président juge que ce cas doit être considéré comme un précédent, a indiqué le président de la cour.

Cette jeune Française a-t-elle été si piégée par des Chinois de retour en France ? Elle se présente devant le tribunal de Penang ? En tout cas, les juges malaisais n'avaient alors rien cru de sonner la réclusion à perpétuité pour un délit qui ne leur paraissait pas convaincant et fabriqué à l'évidence pour maintenir le tribunal dans le noir ». La Cour fédérale a modifié sa position sur cet aspect. « L'absence de preuve matérielle permettant accessoirement à l'avocat de la défense, sans pour autant mettre en doute la culpabilité de l'accusée, ainsi que la circonstance que la victime est faite », n'a pas suffi pour souligner son président. Les matières de drogue notamment, la justice malaise est intrinsèquement liée à la criminalité automatique pour les trafiquants arrêtés avec plus de 20 grammes d'héroïne quelle que soit leur nationalité. Le 19 août, deux

LE PROCÈS DE PENANG

De notre correspondant

On précise, de source sûre, que les responsables malais avaient donné l'assurance à qui de droit que Bétricé Saubin ne serait pas exécuté, qu'il ne serait pas décapité, qu'il bénéficierait d'une grâce royale. A cet égard, la campagne que certains médias français ont conduite en faveur de la jeune française a été des plus décevantes. Le gouvernement de Kuala-Lumpur. Celui-ci n'est pas mécontent, en effet, qu'un grand tapage ait été fait à l'égard de la jeune Saubin. Cela contribue dans la mesure où cette dramatisation peut éloigner du pays un certain nombre de toxicomanes et de trafiquants qui pourraient être tentés de fuir vers les pays voisins, y compris la Thaïlande.

La police malaise a arrêté en 1981, plus de huit mille trafiquants de stupéfiants et saisi environ 724 kg de drogues diverses. Au cours du premier

semestre 1982, 5 346 suspects, parmi lesquels, 45 étrangers — dont deux Français — ont été appréhendés pour le possession de 337 grammes de haschisch. En 1979, 237 personnes ont été jugées et 28 ont été condamnées à mort (6 ont déjà été exécutées) et 115 à la prison à vie. Les autorités de Kuala-Lumpur sont d'autant plus résolues à combattre ce fléau qu'il y a, selon elles, un lien direct entre l'usage de la drogue et la montée de la violence dans le pays.

■ LA GRANDE-BRETAGNE va rouvrir prochainement son consulat général à Shanghai, fermé depuis 1987, lors de la révolution culturelle. a annoncé le mercredi 25 août le Foreign Office à Londres. On estime à Londres que le consulat général pourrait rouvrir avant la visite officielle du premier ministre britannique en Chine, prévue pour le 22 septembre. (A.E.A.)

**NOUVEAUTE EXCLUSIVE
POUR LE 2500^e ANNIVERSAIRE
DE L'ENSEIGNEMENT DE**

CONFUCIUS

Dans un seul volume :





Les "Quatre Livres de la Sagesse" du Maître spirituel de la Chine, en édition monumentale, dans les deux langues, chinoise et française, avec pour la première fois de véritables estampes originales dans les pages de texte.

Le volume a pour chaque double page un tableau différent s'inspirant des trois plantes sacrées du Céleste Empire : le bambou, le prunier et le pin. Le premier fleurit tous les cent ans, le second sous les ans et le troisième est toujours vert. Pour décorer cet ouvrage, l'artiste a eu besoin de longs mois de travail dans la lumière et la solitude. Ainsi chaque page a été ornée différemment. 326 illustrations originales dans un seul volume.

Confucius, le plus grand Sage de la Chine, est dans l'histoire de l'humanité une place comparable à celle de Bouddha ou de Mahomet, voire du Christ. Son enseignement révèle l'âme éternelle de la Chine. On en retrouve l'empreinte non seulement dans la Chine actuelle, mais aussi dans notre civilisation occidentale.

Voici enfin toute l'œuvre du Maître spirituel de la Chine, réunie en un très riche volume grand in-quarto de 680 pages, véritable œuvre d'art dont les illustrations ont été destinées directement sur la plaque imprimante et partant, sont des œuvres originales et non des reproductions.

La fabrication du papier, l'impression, le reliure en peau de mouton, le dorure à l'or pur ont été confiés à nos meilleurs compagnons.

Ce livre est déjà un classique admirable. L'édition, hors commerce, est limitée aux seuls souscripteurs.

Garantie de ravalorisation

Il vous suffit avoir payé de l'argent, puis les choisir avec goût. Les beaux livres ne passent pas inaperçus à vil prix et donnent à l'acheteur éclairé des satisfactions inépuisables. Je ne parle que des œuvres de qualité, tirées dans les plus belles éditions, qui promettent de la valeur chaque année, c'est pourquoi je m'engage à racheter ces ouvrages au même prix et à m'importe quel moment.

Jean de Bonnot

CADEAU

Si vous renvoyez le bulletin de souscription dans la semaine, vous recevrez, avec le livre, une estampe originale représentant un paysage.

Cette gravure de 14 x 21 cm est une véritable petite œuvre d'art, numérotée et signée par l'artiste. Elle vous restera acquise, quelle que soit votre décision.

Jean de Bonnot.



BON

à renvoyer à **JEAN DE BONNOT**
7 Rte St-Henri, 75392 Paris Cédex 08

Envoyez-moi, à l'adresse ci-dessous, le "Livre de la Sagesse" de Confucius, auquel vous joindrez un gravure en cadeau.

Deux possibilités de paiement me sont proposées (mettre une croix dans le case choisis) :

☐ Régler à réception, en Jettant, la somme de 335,00 F.
+ 28,10 F. de frais de port T.T.C., soit 363,10 F.

☐ Joindre à ce bon de souscription un chèque de 335,00 F. Je bénéficie alors des frais de port qui restent à votre charge.

Si je ne suis pas convaincu de la valeur et des soins apportés à la réalisation de cet ouvrage et décide de vous le renvoyer, je serai intégralement remboursé de la somme versée, y compris des frais de port si j'ai réglé à réception.

Quelles que soit ma décision, je garde ma gravure.

Nom

Prénoms

Adresse

Code postal

Ville

Signature

Je ne suis pas convaincu de la valeur et des soins apportés à la réalisation de cet ouvrage et décide de vous le renvoyer, je serai intégralement remboursé de la somme versée, y compris des frais de port si j'ai réglé à réception.

Garantie de ravalorisation : vous avez le droit de vous faire rembourser le livre et la gravure si vous ne le souhaitez pas dans les 30 jours de la réception.

Le Monde

LIVRES

Jean Grosjean et ses prophètes

Des mots aussi vrais que le silence de l'univers.

C'est la douceur de cette parole qu'on perçoit tout d'abord, avant même d'en ressentir toute l'implacable violence, avant d'être ébloui par cette ardeur. N'est-ce pas à cet instant, lorsque l'éternel parle à Elie, fixe à jamais sa destinée de prophète, c'est-à-dire fait germer en lui cette idée fixe et absurde de sauver le monde et d'accomplir sur Terre la volonté divine, n'est-ce pas à cet instant que s'éveille la poésie, comme si l'homme habité par cette volonté plus grande que lui était seul capable de prononcer — d'écrire — les mots aussi vrais que le silence de l'univers ?

« Apporte-moi, je te prie, un morceau de pain dans la main », dit Elie le Prophète à la veuve de Sarepta. Mais elle : « L'Éternel, mon Dieu, est vivant ! Je n'ai rien de cet, je n'ai qu'une poignée de farine dans un pot, et un peu d'huile dans la jarre. Et voilà, je ramasse deux morceaux de bois, puis je rendrai préparer le pain pour moi et pour mon fils. Nous mangerons, après quoi nous mourrons. » Elle lui dit : « Ne crains rien, rentre chez toi, fais comme tu es dit. Seulement, prépare-moi d'abord un petit gâteau avec ce que tu as, puis tu me l'apporteras. Tu feras autre ensuite du pain pour toi et pour ton fils. Car ainsi parle l'Éternel, Dieu d'Israël, la farine qui est dans le pot ne manquera point, et l'huile qui est dans la jarre ne diminuera point, jusqu'à ce jour où l'Éternel fera tomber la pluie sur la face de la Terre. »

Ce miracle dans le quotidien

Voilà toute l'histoire simple et merveilleuse qui illumine le livre de Jean Grosjean, qui lui donne son sens. La foi n'est pas celle qui déplace des montagnes, ou qui opère des conversions hors du commun. Elle est ce miracle dans le quotidien, semblable à ceux que savent faire les prophètes des pasteurs ou des comédiens : réparer une chaudière, faire jaillir une source dans le désert. Le regard de l'éternel se pose sur les choses de chaque jour, et voit tout à coup qu'elles sont impossibles, indicibles, terribles. Elle est le serviteur de Dieu, il est celui qui marche devant le Messie. Il affronte les rois, il dédaigne les soldats et la gloire. Il aime les pauvres et les humbles, et pour eux il peut commander aux éléments. « Il n'y aura ces années-ci ni roide

ni pluie, sinon à ma parole. » Comme tous les grands prophètes, c'est dans le désert qu'il puise sa force, son ardeur, lorsque se taisent les « chuchotements des sources ». Son regard brûle. Son regard porte l'éternité, sa parole terrasse et subjugué les plus forts. Sa démarche est celle du « jour dans le ciel », il marche avec les « pas du vent ». Mais il est un homme. Non pas un quelconque citoyen de Galilée, comme on le serait de Doie ou de Sienne. Il est homme de la Terre, qui connaît le poids des choses, la fatigue des travaux du labeur qui nourrissent l'homme et l'inventent au monde. Il connaît le prix de l'eau.

En bois et le vent s'endorment dans un valon. Mais son âme ne troussait pas de repos. L'ange vient donc au chevet d'Elie, il touche son épaule, il lui donne à boire et à manger, comme jadis la veuve de Sarepta, comme le ferait un vieil ami, un oncle. Pour Elie, cela est naturel, puisque tout ce qui existe en réalité comme en songe vient de l'Éternel.

Les prophètes ne sont pas des professionnels. Ils agissent ainsi, selon leur fantasme, au gré du vent ou des reflets. Ils rêvent, ils s'endorment, ils entendent le « cliquetis des étoiles », ils regardent grappiller la nuit, ou bien ils se joignent dans un creux de

Elle, et dit : laisse-moi embrasser mon père et ma mère, et je te suivrai. Mais que peut demander le disciple du prophète, en échange de sa vie, sinon le double de son âme ?

« Elie : Que demandes-tu à ? Et cela ne dépend pas de moi. »

Elie : Seulement l'âme de ton âme.

Elie : Eh bien, peut-être (pour quel pas ?) et tu l'aperçois que je te quitte. »

Alors, quand celui qui portait en lui le feu est retourné à l'éternité, emporté par un tourbillon de feu — ayant connu ce qui est « loin à travers les âges » — Elie est un homme nouveau. Il reprend la route longue qui conduit vers le Messie. Inlassablement les prophètes répètent les mêmes gestes, car il y a sans cesse la guerre, l'injustice, le malheur, et la mort des enfants.

Quand les rois cessent de faire la guerre

« Lorsque Elie arriva dans la maison, l'enfant était mort, couché sur son lit. Elie entra et ferma la porte, et il pria l'Éternel. Il monta sur le lit, se coucha contre l'enfant, mit sa bouche sur sa bouche, ses yeux sur ses yeux, ses mains sur ses mains, et il s'étendit sur lui. Et la chair de l'enfant se réchauffa. Elie s'éleva, marcha dans la maison, puis il remonta sur le lit et s'étendit sur l'enfant. Et l'enfant étendit sept fois, et il ouvrit les yeux. »

Cela s'est passé au temps où la Terre était neuve encore, où les fleuves se retenaient de couler et où les rois cessaient parfois de faire la guerre pour écouter la parole du Prophète.

Cela s'est passé hier, encore — car Jean Grosjean, comme tous les conteurs, parle à notre propre mémoire : il nous dit, à propos d'Elie et d'Elisée, le souffle du vent, la brûlure du soleil, la nuit constellée, les lueurs du jour, les monts des oliviers ou le hennissement des chevaux dans les villages, le rumeur des champs.

Cela se passera demain encore, qui sait ? Car, si aujourd'hui les prophètes ne courent pas les rues, il n'y a jamais eu sans doute tant de guerres, d'injustice et de malheur, ni tant d'enfants qui meurent. Il faut attendre Elie, et pour le voir venir, il faut le guetter avec le regard du poète, qui voit mieux et plus loin que les autres hommes.

J.-M.-G. LE CLÉZIO.

« ELIE », de Jean Grosjean. Gallimard, 128 pages, 45 F.



Portrait de Jean Grosjean. Dessin de Bernard CLÉVE.

Il n'est pas d'ailleurs, il n'est pas l'histoire. Il n'est pas le voyageur. Il est l'homme de la réalité, comme l'homme profane de l'éternité sur la durée du monde. Ce qu'il connaît est en lui, dans son corps, dans son âme, son intelligence, son regard. Sa parole est droite et juste, même si cela ne plaît pas à Achab le roi. Sa parole frappe les « Éléments », qui défontent l'homme de sa nécessité d'éternité. Son Dieu — Dieu vivant — n'est pas dans les temples chamarrés, ni dans les statues des faux grands hommes. Il est dans les livres qui ne sont que des livres. « Le soir Elie voyait le jour se lever et se lever, les fruits se lever dans le feuillage, le soleil se coucher derrière

roche pour s'abriter du soleil de midi, parer les corbeilles penchées qui s'élevaient à peine. »

Que cherche Elie ? Un homme, simplement, rien qu'un homme, qui prenne son âme le regard de l'éternel et continue de marcher, inlassablement, au milieu des autres hommes, traversant les guerres, les injustices, les malheurs. Un homme, qui sache un jour, presque malgré lui, rendre le souffle à un enfant mort.

Elisée est sur le chemin, au milieu de ses labours. « Il y avait devant lui deux paires de bœufs, et il était sur la deuxième. Elle s'approcha de lui, et il jeta sur lui son manteau. Elie, quittant ses bœufs, courut après

Torga l'indigné

Quarante-cinq ans du Journal d'un grand écrivain portugais.

C'est une étrange expérience que de lire le Journal de quelqu'un qu'on ne connaît pas. Surtout lorsque ce Journal couvre près de quarante-cinq ans de la vie d'un écrivain, d'un poète, Miguel Torga, dont on nous dit qu'il est devenu dans son pays un classique de son vivant et qu'il est reconnu comme « le plus grand écrivain portugais actuel ». Mais que savons-nous du Portugal, cette si lointaine terre, cette source de littérature française et tellement isolée de l'Europe, là-bas au nord de sa péninsule ? A peu près rien, sinon quelques poncifs ; et Torga nous aide vraiment nous secouer de notre ignorance, nous montre, tout au long des quelque quatre cents pages de son Journal, ce que c'est, ce que ce fut — pendant quarante années de dictature — que d'être Portugais.

Cet inconnu, dont nous faisons connaissance à la fin de 1933 — il a vingt-neuf ans et vient d'être reçu médecin — nous nous apercevons bien vite qu'il est un Portugais hors du commun : né le 12 août 1907, dans un

village aride du nord-est du Portugal, dans la province de Trás-os-Montes (au-delà des montagnes), élevé au séminaire pour être prêtre (mais devenu finalement athée), émigré au Brésil pour cause de pauvreté à treize ans, revenu à dix-sept ans pour faire ses études de médecine, poète écrit à l'âge de vingt et un ans, médecin de campagne, puis oto-rhino-laryngologiste à Coimbra, Miguel Torga a toujours mené de front la médecine et la littérature, se nourrissant sans cesse de cette double pratique.

A compte d'auteur

Grâce à Claire Cayron qui introduit Torga en France et qui a passé dix ans à traduire ce Journal (amputé dans l'édition française de toute une partie poétique imbriquée, semblait-il, à la prose), nous découvrons l'existence d'un œuvre immense, exceptionnelle par son ampleur et sa diversité : cinq volumes de contes et nouvelles, huit volumes de romans et d'essais, quinze volumes de poèmes, cinq volumes de théâtre, deux tomes de Journal ! Tous publiés à compte d'au-

teur. Non pas parce qu'il ne trouvait pas d'éditeur, mais pour rester « Torga », conforme au pseudonyme qu'il s'est choisi et être prêtre (mais devenu finalement athée), émigré au Brésil pour cause de pauvreté à treize ans, revenu à dix-sept ans pour faire ses études de médecine, poète écrit à l'âge de vingt et un ans, médecin de campagne, puis oto-rhino-laryngologiste à Coimbra, Miguel Torga a toujours mené de front la médecine et la littérature, se nourrissant sans cesse de cette double pratique.

Dénonçant inlassablement « l'ordure nationale » qui a submergé son pays et qui a perverti en même temps les hommes et la culture, Torga l'indigné sera interdit de publication, emprisonné à plusieurs reprises, se verra refuser le droit de voyager à l'étranger et deviendra un symbole admiré de la résistance à Salazar. Pourtant, il restera en marge au moment de la « révolution des œillets » ; car ce solitaire fureteur, ce sceptique impitoyable, cet homme qui se méfie de toutes les idéologies ne veut « être d'aucun autre parti que celui de la Liberté ». Cherchant la logique de « cette révolution qui nous est tombée dessus », il veut, avant tout, rester lucide. « Coup d'État militaire, écrit-il le 25 avril 1974. Ah ! si je pouvais faire confiance aux militaires. Mais ce sont eux qui, pendant les cinquante dernières années, nous ont arrachés, censurés, traqués, et qui ont par la force des bombes, conservé le pouvoir à la tyrannie. Qui pourrait oublier ? Mais bon ! Quoi qu'il en soit, c'est

toujours un pas de fait. Reste à espérer que ce ne soit pas, et pour longtemps, le pas de l'été. »

Les lendemains de révolution, les explosions de joie, ne lui font pas perdre sa lucidité et, dès le 27 avril, il se dit tristement qu'il est curieux de constater que les boulangers sont rarement expropriés par les victimes directes de l'oppression. Tenté un temps par le marxisme, jusqu'à l'invasion de la Troïka soviétique, il reste ce qu'il a toujours été, un anti-idéologue convaincu, se méfiant « des théoriciens du matérialisme historique comme des docteurs de l'Église : comme eux, ils passent leur vie à concocter des dogmes et à épier les hérétiques ». Avec un certain nombre d'intellectuels portugais, il souffrira de voir le Portugal transformé en terre de mission pour intellectuels de gauche de tous les pays, « Séduits par tous les pays, unissez-vous ! », avait-il écrit. On lui dit qu'il avait refusé de rencontrer Sartre en 1976 : est-ce de lui que parle Torga lorsqu'il écrit sur cet « intellectuel français venu promettre son entraînement à la gauche et bien-pensant ? »

NICOLE ZAND.

(Lire la suite page 12.)

le feuilleton

« DANS LA MAIN DE L'ANGE »

de Dominique Fernandez

Pasolini ou l'abjection choisie

La biographie n'est pas exclue du climat de liberté dont profitent, depuis quelques années, le roman et l'essai. Tandis que les biographes de métier, tels Painter, Lotman ou Lacouture, continuent de se comporter en historiens, avec les soucis d'objectivité et de véracité exhaustive que cela impose, un nombre accru d'écrivains disposent à leur guise des existences de grands disparus. S'autorisant d'une sympathie particulière, ou d'une haine lancée, ils prennent ces vies comme prétextes à rêver — François Châteaunagor sur Mme de Maintenon, Jean d'Ormesson sur Chateaubriand, — ou à polémiquer — Jean Cau sur Guevara, Goldmann, — selon les franchises de fantaisie reconnues à la fiction et à l'essai.

Dominique Fernandez s'était à peu près conformé jusqu'ici aux règles du genre, dans ses études sur Pavesa (1967) et Eisenstein (1975). Tout au plus l'auteur de l'Arbre ju-qu'aux racines (1971) insistait-il, en psycho-critique ardent, sur le rôle mal véritable de l'inconscient dans les destins qu'il étudiait. Il étend aujourd'hui le bon plaisir de l'écrivain jusqu'à camper, à la première personne, dans le mal et les émois de son modèle. Il se défend, certes, de faire œuvre de biographe et prévient que c'est manière de parler

par Bertrand Poirot-Delpech

d'abord de soi ; mais enfin le cinéaste italien prénommé Pier Paolo qui nous raconte sa vie, de sa naissance à Bologne en 1922 à son assassinat dans un terrain vague en 1975, se donne bel et bien pour Pasolini en personne.

MEUX vaut prévenir les cinéphiles qui charbonneraient dans *Dans la main de l'ange* une relation minutieuse de ce qu'a vécu et créé l'auteur de *Théorème*. Les perspectives historiques et l'accumulation de faits auxquels on juge les biographies traditionnelles sont réduites, ici, au minimum. L'époque mussolinienne n'apparaît qu'à travers le refus de Toscanini de diriger *Glovanizza*, et les redoutables ombreuses du père de Pier Paolo, ancien combattant d'Afrique. L'Italie du plan Marshall et du scandale Montesi est campée plus que décrite.

Les portraits et les rencontres de célébrités, inséparables du genre, sont limités à des « passages », comme on dit au cinéma : Fellini refusant chichement de rendre service à celui qui fut le dialoguiste de *la Strada* et d'une partie de *la Dolce Vita* ; Boncompagni flirtant avec le fascisme, Fellini avec le gauchisme ; un échange de confidences, enfin avec la Callas, qui sonne plus théâtrale que vraisemblable, au moins dans le ton.

Les films de Pasolini ne sont évoqués qu'incidemment, sans leur titre ni leur date. Préparation et tournage sont ignorés. À la gloire et aux scandales près, le héros pourrait n'être pas un des grands réalisateurs depuis la guerre, ni seulement un artiste. La genèse du don créateur et de chaque œuvre, qui fait l'intérêt des biographies d'artistes, est à peine esquissée.

Persuadé que la seule œuvre de Pasolini assurée de durer fut sa mort, et imposant cette conviction à l'intéressé, puisque chaque phrase lui est imputée, Fernandez a pour propos essentiel d'expliquer le cheminement intime, secret, parfois inconscient, qui a préparé le rendez-vous fatal de novembre 1975.

PASOLINI n'aurait pas été assassiné dans un terrain vague par un voyou de rencontre s'il n'avait pris goût très tôt à ce genre de fréquentation. Dans la main de l'ange est l'histoire d'un destin d'homosexuel, avant d'être celle d'un cinéaste connu. Comme dans les *Enfants de Gogol* et *Eisenstein*, Fernandez met en évidence le poids du modèle paternel. Dès l'enfance, Pier Paolo aurait refusé de se reconnaître dans la mufle de son père, mais il l'illustrait son père, ainsi que dans le pouvoir et la loi qu'il symbolisait. Le passage au parti communiste vaudrait pour une rechute, et pour une liquidation définitive de cette tutelle.

Se mère, au contraire, incarnera pour lui l'idéal d'une vie et d'une religion sans maître dominateur. Elle l'assurera de sa dévotion et de sa compassion, qu'elle renforcera dans le rôle chrétien de victime. Il n'aimera aucune autre femme qu'elle, sinon inerte et inaccessible, comme les stars de Hollywood et, plus tard, ses interprètes, dont la Callas.

(Lire la suite page 10.)

Qui est-ce ?
Patricia Castet,
responsable
du développement
de Faits et Chiffres
de l'Édition.
Achetez Lire
du mois de septembre.
Elle a des choses
à vous dire.

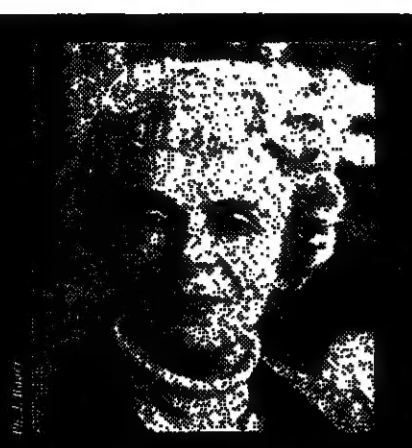
Faits et chiffres de l'édition
Lettre hebdomadaire d'informations destinée aux professionnels du livre
Adresse : 5-7, rue Villardoubaud - 75003 Paris. Tél. : 382.75.27

Le complément de la Révolution diététique

DR ATKINS la nutrition révolutionnaire

la santé sans artifices

BUCHET/CHASTEL 18, RUE DE CONDÉ - 75006 PARIS



Zoé OLDENBOURG

Le Procès du rêve

récit

Il faut un romancier doué de la plus vive imagination pour que naisse entre deux êtres, entre un père et une fille, la tragédie qui se joue dans *Le Procès du rêve*.

Jacqueline Piatier / Le Monde

GALLIMARD *nrf*

DANS SON NUMÉRO DE JUILLET-AOÛT

Le Monde DE L'ÉDUCATION

PALMARES 82

CHIMIE
ÉLECTRONIQUE
ÉLECTROTECHNIQUE
INFORMATIQUE
SCIENTES: L'AVANCÉE
DES GRANDES ÉCOLES
SCIENTES SOCIALES:
HUIT UNIVERSITÉS EN TÊTE

Le bague des classes préparatoires

Ecoles juives: le renouveau

Libres d'enfants: invitation au voyage

DES RÉPONSES AUX QUESTIONS

QUE VOUS VOUS POSEZ

Le Monde DE L'ÉDUCATION La publication de référence

VOUS PROPOSE DE VOUS ABONNER

VOUS NE PAIEREZ QUE 100 F, 1 AN FRANCE

POUR ONZE NUMÉROS AU LIEU DE 110 F

Le Monde DE L'ÉDUCATION BULLETIN D'ABONNEMENT

OUI je m'abonne au Monde de l'Éducation et vous joins la somme de 100 F (étranger 148 F).

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

07/03/82

Envoyez votre règlement à : LE MONDE, Promotion Abonnements, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS Cedex

édition

Le roman tente tout le monde, éditeurs comme créateurs. L'appât des prix ? L'idée plus ou moins juste, mais bien ancrée, que la littérature actuelle passe obligatoirement par ce genre ? Tenez, en vedettes dans cette rentrée, deux universitaires renommés. De Jean Duvignaud, romancier il est vrai dans ses jeunes années, on ne compte plus les essais et les travaux sociologiques. Dans le *Favari du désert*, qui suit avec une sage discrétion son ambitieux *Empire du milieu*, il retrouve un de ses personnages, un Allemand, et s'empare avec le mystère du mystère. Serge Douvrousky est un des maîtres de la critique contemporaine. Mais depuis 1980 il s'est lancé dans ce qu'il appelle l'« auto-fiction ». Un amour de soi (Hachette) est le troisième fruit de cette veine parallèle. Et voici qu'un autre sociologue, Pierre Fougeyrolles fait à son tour ses premières armes avec un titre modeste : *Un destin plurielle* (Gallimard).

Les deux mamelles de la littérature

Après les professeurs, les journalistes. Les publiés-t-on plus volontiers parce qu'ils ont déjà un nom ? Trois critiques littéraires, Françoise Xenakis (*La Nuite coupée*, Grasset), Michel Braudoux (*Fantôme d'une puce*, le Seuil), Jean-François Josselin (*Enfer et Cie*, Grasset), augmentent d'un titre leur œuvre personnelle déjà rondelette. Mais de grands reporters comme Olivier Todd (*Un comédien très comédien*, Grasset), Michèle Manceaux (*Anonymous*, le Seuil), écrivent aussi leur roman. Quant aux débutants, bon nombre d'entre eux se recrutent dans la profession, l'autre mamelle nourricière de la littérature étant l'université.

On ne peut, dans le survol que nous tentons ici, que retenir les noms les plus connus pour dire aux lecteurs fidèles qu'ils vont retrouver, en attendant qu'on les découvre à l'occasion, à quoi tient la notoriété d'un écrivain et quel milieu touche-t-elle ? Au nombre de ses livres ? Cela compte mais ne suffit pas et n'est pas toujours nécessaire. Ainsi Pierre Jakes-Hélès est un des noms les plus brillants de cette saison, à cause du seul ou presque *Cherchez l'orgueil*. Après ses souvenirs du pays bigouden, il nous donne, comme un premier roman, *l'Herbe d'or* (Julliard), tissé avec des légendes et des superstitions bretonnes.

Les réguliers

La régularité dans une production est un atout parce qu'elle témoigne d'une fécondité. A ce titre au moins, Catherine Ribot (*La Faveur*, Grasset), qui se dépeint elle-même et a produit cinq romans en cinq ans, depuis le *Portrait de Gabriel*, son coup d'essai en 1977, mérite d'être citée. Ainsi que Vladimir Volokov (*Le Montage*, Julliard), qui, en moins de trois ans, nous a donné cinq romans : *Le Retour*, *Le Tourment* et les quatre volumes des *Humeurs de la mer*. Jeanne Champignon, qui s'est illustrée chez Grasset avec la geste des *Frères Montourian*, revient à son premier éditeur (*L'Amour capital*, Calmann-Lévy). Hortense Dufour, qu'a lancée la *Marie-Marguerite* (Prix des lectrices de *Elle* et film tiré du roman), implique une famille haute en couleur dans le monde chartrain (*Le Boucheur*, Grasset). Alain Gerber, qui a navigué ces dernières années entre son Alsace natale et l'histoire du Mexique, se reconquiert aujourd'hui avec le *Lapin de hène* (Laffont), dans un village du Québec.

Vive le Canada

Il est en bonne compagnie avec d'autres auteurs canadiens de la-bas ou de Paris. Le Seuil appelle sa rentrée sur les *Fous de Bassin*, d'Anne Hébert, qui a le Prix des libraires et couronné pour son *Ramona*. Gallimard continue de soutenir Marie-Claire Blais, prix Médicis 1966, qui n'est entrée dans cette maison qu'en 1980 (les *Vertiges ou visions d'Anna*). Grasset

publie un nouvel Antoine Maillet (Goncourt 1979), la *Gribouille*, et deux jeunes Canadiens inconnus accompagneront ces trois romanciers renommés.

Voix du Maghreb

Mais le plus large appel à la francophonie se manifeste en faveur du Maghreb. Cinq écrivains sont présents, dont deux au moins sont bien connus : le Marocain Driss Charabi qui, dans un roman épique et lyrique, *la Mère du printemps* (Le Seuil), évoque les origines de son pays, et l'Algérien Rachid Soudjra qui, dans le *Démantèlement* (Denoël), passe au crible de deux regards innocents les trente dernières années de l'histoire algérienne. Abdelatif Laabi (*l'Ordalie*, Denoël) est un poète marocain qui connaît de longs mois les géolies d'Hassan II. Algérien, Rachid Mimouni, dans *le Fleuve détourné* (Laffont), « Médiane », qui, chez Denoël, dénonce le régime Boumedienne et les espoirs déçus après la révolution. Leila Sebbar continue de peindre ses femmes algériennes dans l'immigration (*Shayesha*, Stock).

Ces nouveautés sont accompagnées de rééditions au Seuil et dans la toute récente collection « Médiane » qui, chez Denoël, s'attache spécialement aux écrivains de l'Afrique du Nord.

Coup double pour Jack-Alain Léger

Antoine Maillet et Jacques Laurent (Goncourt 1971 pour les *Bêtises* et qui nous donnera en octobre un court roman sur une curieuse secrétaire, les *Dimanches de Mlle Beaumont*, chez Grasset) sont les seuls auteurs lauréats de ce prix à figurer dans la rentrée romanesque.

Le prix Médicis, au contraire, ne barre pas la route. On ne sait jamais. Mary Choleidenko, qui l'avait obtenu en 1976 pour les *États du désert*, revient, avec *Mourir* (Hachette Po), au roman, qu'il avait quelque peu délaissé pour la poésie, l'essai et la méditation. Anne Philippe fait de même et, après être allée se promener en Chine, retrouve dans les *Résonances de l'Amour* (Gallimard) l'inspiration douce et mélancolique d'un été près de la mer.

Autre retour, celui de Jean De-metier, qui de Poitiers, a transplanté ses pénates en Arignon. C'est maintenant à la Provence qu'il s'affronte dans sa confession picturale : *les Nouvelles Lettres de mon moulin* (Gallimard).

Jack-Alain Léger, qui en est à son douzième livre et auquel ses deux *Montaigne*, bientôt portés au cinéma, ont donné une audience populaire, attire l'attention par le coup double qu'il joue chez Flammarion. Il accom-pagne un roman ambitieux et lyrique, *Océan boulevard*, d'une autobiographie (*Autoportrait au loup*). Il s'y explique sur son déclinement intérieur, que relie-tent la diversité de son œuvre et ses différents masques.

Le retour d'un oublié

Le monstre de cette saison romanesque c'est l'énorme roman d'un écrivain oublié, Henri Pol-itz, natif de Tréguier, en 1898, Prix Populaire en 1928, auteur d'une douzaine de livres qui furent salués tour à tour par Maurice Nadeau, Jean Giono, François Mauriac... En piste pour le Goncourt en 1982, où il était le favori de Queneau, il n'avait plus rien publié depuis cet *Amour ma douce mort*. Les éditions Julliard « L'Age d'homme » exhument une fresque de 660 pages sur la guerre de 1914-1918, vue de Tréguier intitulée *Sur le fleuve de sang*, parfois un beau navire.

Figures historiques

Le roman historique, qui fournit si abondamment les lectures pour l'été, tente pourtant quelques écrivains de l'automne, mais il se sert l'histoire à d'autres fins qu'elle-même. Jean-Claude

Brisville (Belfond) tourne autour de Simon le Magicien, Frédéric Tristan plonge dans l'empire chinois des Ming (Belfond), Serge Bramly resuscite Savonarole et le carnaval de Florence (Belfond), Jean-Claude Andro (Flammarion) et Charles Le Quintrec (Albin Michel) placent tous deux dans les époques lointaines le combat qu'ils suivent entre le bien et le mal.

Seule représentante du genre dans sa formule traditionnelle, Fanny Deschamps, qui donnera en octobre le second tome de la *Bouquissville*, Avis aux nombreux lecteurs qu'elle a su s'acquiescer.

Les inconnus dans la maison

Une bonne trentaine de nouveaux venus seront à découvrir. Contingent habituel. Là non plus pas de surprise, mais proportionnellement on les rencontre plutôt dans les petites maisons que dans les grandes. Belfond n'en publie aucun. Flammarion, Grasset, Albin Michel en ont. Il est vrai que la découverte de ce dernier, une femme, Olympia Alberti, double son roman d'un gros recueil de poèmes.

Il y en a deux au Seuil et chez Laffont. Deux aussi chez Gallimard : un tout jeune homme et

un banquier parisien notoire, François Carles, qui a enfin consenti à sortir un manuscrit de ses tiroirs.

Barthes et Sartre

Du côté des essais, c'est encore Barthes et Sartre qui occupent le plus les esprits. Tandis que la revue *Critique* consacre au premier un numéro spécial (Éditions de Minuit), le Seuil réunit ses articles sur la photographie, la peinture, la musique sous le titre choqué par l'auteur *l'Obvie et l'obtus*, et l'essayiste américaine Susan Sontag déchiffre, à travers l'avènement de Barthes à l'écriture, les procédés littéraires de la modernité. Rien que de l'éloge.

Les choses vont un peu moins bien pour le second. Dans le *Testament de Sartre* (Olivier Gruban), celui-ci se fait accrocher par Michel-Antoine Burnier, l'auteur leconocaste du *Roland Barthes sans peine*. L'essai de Denis Hoeller, *Politique de la prose*, Sartre et l'art 40 (Gallimard), lui apportera sans doute compensation, mais il risque de se faire cooptester par Marthe Robert, qui se penche à son tour sur Flaubert (*En haine du roman*, Belfond) et voit en l'auteur de *Madame Bovary*, plutôt qu'un petit bourgeois, un éternel enfant.

A signaler également, parmi les réflexions importantes sur nos

Pasolini ou l'abjection choisie

(Suite de la page 9.)

Pasolini appartient à une génération qui vivait l'homosexualité comme une malédiction. Amour et plaisir ne pouvaient être éprouvés avec la même personne. Un certain Svanu joue, dans sa mythologie personnelle, le rôle caractéristique de l'éphèbe blond et intouchable. Il se console de ce bonheur impossible en partageant les aventures nocturnes des *ragazzi* de Stazione Termini et de Ponte Mammola. Lui de ces rencontres dangereuses : jamais deux fois le même partenaire, et toujours dans les lieux publics.

Tout en installant chez sa mère le petit théâtre Danilo, avec qui il formera un couple relativement stable, Pier Paolo lui demandera régulièrement de le frapper à coups de cello-turon dans un terrain vague proche d'Ostie. C'est là qu'il retournera une dernière fois, seul une nuit de 1975. Pour un meurtre un comble à son humiliation, il peindra, comme un vulgaire froc, un gigolo hideux, et se laissera, lui champion de karaté, massacrer à coups de planche, en priant pour son bourreau — c'est du moins Fernandez qui l'imagine.

LES amis du cinéaste auraient aimé que ses trente-trois procès, les campagnes de haine contre lui, et sa fin elle-même, fussent le fait du fascisme. Fernandez prête à Pasolini une autre explication. C'est l'Italie libérale du « boom » économique qui a vu, dans sa vie et ses œuvres, un obstacle à la consommation et à la sexualité rentable.

Selon l'auteur de *Salo*, interprété par Fernandez, la perméabilité est encore une ruse de la bourgeoisie pour brider les libertés et perpétuer le modèle hétérosexuel et familial. Fernandez explicite — extrapole ? — l'hostilité de son héros à la libéralisation des mœurs, du divorce, de l'avortement. Ce champion de la liberté déplore Vatican II et les « boîtes gay », avec des arguments qui le rapprochent des nostalgiques fascistes de son père. En devenant le « *lunapark* de l'hétérosexualité », l'Italie aurait régressé par rapport au temps où la sévérité des mœurs, la crainte d'être découvert et puni, donnaient « une force exceptionnelle à l'amour ». Face à l'appât de jouissance favorisé par le grand commerce, Fernandez suppose un Pasolini prêtant la solitude, l'absolu, le désert, la mort.

Chemin faisant, il lui fait condamner la psychanalyse et les sciences humaines, auxquelles il a dû pourtant beaucoup l'un et l'autre. Est-ce rejet, chez tous deux, du modèle paternel ? Freud devient celui par qui le péché d'amour — contre nature — reste une tare, parce que fixation à une étape transitoire du développement affectif. L'analyste a pris la place du prêtre dans la répression des hors-la-loi.

COMMENT faut-il appeler, en bon freudisme, le goût du sacrifice et de l'immolation, Fernandez ne le dit pas. Mais sa thèse, donnée pour irréfutable par le jeu de la première personne, est que Pier Paolo s'est offert aux coups, et qu'il a voulu sa fin ignominieuse. Dès l'enfance, il aimait gagner les terminus de tram, pour le plaisir de « shooter » dans une boîte de conserve entre deux immeubles inachevés et des bancs aux graffitis obscènes. S'il y retourne mourir, c'est, à en croire Fernandez, pour « remettre sa vie entre les mains des mains indignes de la recevoir », faute d'avoir su harmoniser toutes ses vies en une vie pleine, et aimer autrement que « dans l'ordure de la zone, incognito », en dépolluant sa « terrible condition de fils et d'intellectuel ».

Pasolini aurait moins été rejeté par la société dans les ténèbres extérieures que victime de ses ténèbres intérieures, attiré par l'abjection et on ne sait quel rachat, fasciné par la gloire du paria, par la prison de Gramsci, la mort de Lorca, les procès de Wilde et de Galilée, le bûcher de Giordano Bruno, et par la mort du Caravage, assassiné lui aussi sur une plage du Latium d'un coup d'épée en pleine face...

Il ne faut pas prendre *Dans la main de l'ange* pour une contribution à la connaissance de Pasolini, mais comme un élément dans celle de Fernandez, dont on retrouve les obsessions, les réflexions, les humeurs, notamment sur les problèmes de l'homosexualité, ainsi que le style, plus aggrégé d'italien que proche des romanciers de *Ragazzi di vita*.

A lire avec, en tête, le mot célèbre de Chateaubriand : « On ne peut bien que son propre cœur, en l'attribuant à un autre. »

BERTRAND POIROT-DELPECH.

★ DANS LA MAIN DE L'ANGE, de Dominique Fernandez, Grasset, 458 pages, 80 F.

cel auto

Le monde de l'éducation

PALMARES 82

CHIMIE
ÉLECTRONIQUE
ÉLECTROTECHNIQUE
INFORMATIQUE
SCIENTES: L'AVANCÉE
DES GRANDES ÉCOLES
SCIENTES SOCIALES:
HUIT UNIVERSITÉS EN TÊTE

Le bague des classes préparatoires

Ecoles juives: le renouveau

Libres d'enfants: invitation au voyage

DES RÉPONSES AUX QUESTIONS

QUE VOUS VOUS POSEZ

Le monde DE L'ÉDUCATION La publication de référence

VOUS PROPOSE DE VOUS ABONNER

VOUS NE PAIEREZ QUE 100 F, 1 AN FRANCE

POUR ONZE NUMÉROS AU LIEU DE 110 F

Le monde DE L'ÉDUCATION BULLETIN D'ABONNEMENT

OUI je m'abonne au Monde de l'Éducation et vous joins la somme de 100 F (étranger 148 F).

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

07/03/82

Envoyez votre règlement à : LE MONDE, Promotion Abonnements, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS Cedex

cet automne ?

présence du futur
dénoël

TENEZ-VOUS UN JOURNAL INTIME ? (VIII)

[illegible]

Peut-être, le Turc, voyant-il, comme moi, la Mère éternelle. Les propos dans la salle avaient basé d'un ton, tandis que Nathalie, dont les glaces aux mœurs multipliaient à l'infini la main levée dans un geste de bénédiction au-dessus de nos têtes, continuait, de sa voix grave, à nous adresser. Si j'ai éprouvé, au cours de son improvisation, une jouissance esthétique comparable à celle que procure dans Pirandello l'apparition somnambulique de Mme Frolo, à la recherche de sa vérité, Nathalie, elle aussi, était un personnage en quête d'ancien. Mais je ne saurais pas dire si elle en avait une, ou si elle n'en avait qu'un, ou si elle n'en avait pas du tout. Je ne pourrais pas le dire, parce que, tout à coup, des cimes où l'avaient transportée le génie de la solitude, elle tombait dans les digressions piteuses de la femme éméchée qui négocie l'intime captivité. « C'est entendu, mais j'ajoute au bruit, hélas ! *Faut-il révéler la dignité* », le Turc, qui, dans la salle, se penche pour parler à ces insectes qui traitent une conversation plus grosse qu'eux ; les boulevets repré- sentaient et je comprends la raison pour laquelle, puisque je le conçois seulement comme le miroir des êtres qui passent et qui surprennent, le Journal intime ne m'avait jamais servi. C'est la page de talent continu. Ce n'est que l'œuvre d'art qui lui assure une unité, un sens, et supprime les bavures où s'estompe le sujet du

RINALDI

MON attitude à l'égard des journaux intimes est en somme ambiguë : j'aime ceux des autres, et le mien, ■ j'avais la honte d'en tenir un, me semblerait de nature à justifier la condamnation que Wilde porte contre le genre : « En nous rélatant fidèlement les faits quotidiens, il nous fait apprécier leur insignifiance. »

Pourtuit, je suis persuadé que ces pages où l'on tamber le fin du fin ont plus de chances de rester que les ouvrages de fiction, et que la plupart de nos romans seront, au mieux, rangés aux mites dans le placard des anthologies, quand il y aura encore des curieux pour lire les journaux. Mais, si l'on veut s'enferrer d'un J'engrais si utile quand on veut prendre du champ, celui de Léautaud, toujours passionnant même quand il se borne à indiquer la température rectale d'un septuagénaire, et les comestibles de l'excellent docteur Salazar à ou suquis; enfin, celui de Charles Du Bos que l'on consulte presque plus, le bon domaine.

On pardonne volontiers à Du Bos ses tics d'anglomane qui ont été de traduire ses citations, et ses considérations un brin fumeuses de théologien amateur ; il parle de ses lectures avec, semble-t-il, le recul des scribes... mais perd de sa chaleur ni de son enthousiasme. Il n'y a pas une ligne à retrancher, par exemple, des analyses qu'il consacre à Joyce, Proust, Croce... Je taille sur sa surrie, en même temps que j'escompte quelques surprises qui bouleverseront plus tard le palmier des lectures.

Elles viendront — j'en ai la quasi-certitude — de quatre ordres, que je nomme plus ou moins, qui ont contracté l'habitude de se mettre à nu dans l'obscurité, et dont les œuvres romanesques en pleine lumière — si elles en valent d'autres et, parfois, les surpassent — ne sont pas, pour l'heure, portées aux nues, si s'en fait l'un d'eux, d'ailleurs, qui a passé les cinquante ans, et dont l'existence a la Raymond Roussel s'est dérobée jusqu'à présent au carrefour de la politique, de la mondanité et de la littérature, n'a rien publié encore.

Quelques feuillets dérobés à grand-peine — je fracture les tiroirs en cas de besoin, mais, en revanche, je ne révèle jamais les secrets que je surprends — m'ont persuadé que ce sera un document extraordinaire, et par la qualité de l'écriture et par la jubillante acuité des portraits.

Un des trois ~~seigneurs~~ qui ont
du goût pour le rare et l'original
a essayé, en vain, récemment, de

fléchir l'airteur : il préfère continuer d'évoluer masqué au milieu de nous. Fasse que, s'il était permis, comme *avant*, je le doute, ■ un sort pasolinien, ■ manuscrit échappe au désastre. La postérité — la situation actuelle d'un Du Bos montre ce que j'entends par là — perdrait un artiste, et la preuve qu'à toutes les époques la beauté travaille en secret.

— Mais cela ne me détermine pas pour autant à consigner mes impressions au jour le jour. A l'instant même, je ne l'ai envisagé, s'il m'est permis de passer à la 3^e pers. sing., que comme le résumé des conversations d'épingleur des tracts, des répliques, des comportements. La médiocrité de leur forme — une sténographie toute personnelle qu'il m'arrive de ne plus savoir déchiffrer à certains endroits — autant que leur sincérité violente, sous le coup de l'émotion, rendaient au surplus ces notes impossibles.

Alors, quelques-uns []
 ront-ils de croire que mon affec-
 tion va de pair avec mon aveu-
 glement. L'amitié ne peut que
 gagner à ces restrictions men-
 tales dont nous espérons tous
 bénéficier à notre tour. Quelle
 horreur ce serait de découvrir
 l'opinion profonde des gens qui
 nous aiment ! En outre, nous
 sommes si changeants, si mobiles,
 que fixer ce agir un sentiment

du matin... fidèle... lendemain
alors qu'il est si excitant de pen-
ser que rien n'est dit, et que nous
sommes encore capables de nous
surprendre par nos vilains

Probablement, bien qu'étant un lecteur régulier des journaux intimes, n'aurais-je jamais réalisé où se situait mon écarte pour moi ce qui est la question ne m'est pas si posée. Je crois regarder. Avec attention autour de moi, interroger, écouter, engranger sans relâche et les par journales les faits et les actes relevant de l'unique forme de fantaisie qui m'intéresse - celui de la psychologie. Cependant, pour conserver un tel matériel, je ne me fie qu'à ma mémoire.

Pourquoi ? C'est ~~à cause~~ qu'
m'a éclairé. Je ~~me souviens~~ Nathalie
parce qu'elle parlait d'elle-même
en se désignant par son prénom,
l'autre nuit, devant le comptoir
d'un café du Marais où j'étais
entré pour acheter le paquet de
cigarettes qui manque toujours à
la maison quand on a décidé,
honteux de son retard, de termi-
ner l'article promis avant l'au-

Nathalie : qu'on imagine une palissade de cils, de lèvres violentes, la tête de Viviane Romance autrefois, sur la corpse de la comédienne Zouc. Près d'elle, qui pérerait, un ouvrier turc petit sac femme bien mise.

champs d'écriture à la main
de maître, je trébuche.
Je dirais, simplifiant l'écriture,
une trajectoire que le
musicien de l'inspiration
sans l'écriture
sa grande œuvre s'élance
d'abord à l'intime et qu'
son terme, imprévisible, improbable, parfois triomphal, est
l'intime et l'intime s'intègre
à l'enfance, merveille !
Le carné, ce n'est pas le griffonné
qui, par soi-même, se n'a jamais
qui nous surprendre les
musiques de l'enfance
existence, ~~propre~~ aux
de ~~plus~~ l'enfance, harmonie
dans le ~~cadre~~ d'une cigale

HENRI THOMAS.

**HENRI
VINCENOT**

**Les étoiles
de
Compostelle**

Avec les compagnons
sur les chemins
de la connaissance

roman/denoël

J'en ai jamais tenu un journal intime, c'est-à-dire un journal intime, c'est-à-dire un journal personnel, privé, mes sentiments, pensées, affections, une quête de moi-même. J'ai tenu, entre 1950 et 1980, un carnet d'auteur, dans lequel je parlais de mes travaux littéraires, de mes lectures, et surtout du monde extérieur (rencontres, voyages). Ce carnet d'auteur, d'oit le me suis efforcé d'élaborer précédemment, tout ce qui se trouve dans ce journal intime, est publié en 1989 sous le titre *Un miroir le long du chemin*, qui indique ses contenus : regard sur les autres, le monde, et non point regard intérieur, introspection, confession.

Ce n'est pas que je trouve le mot nécessairement hasardeux. Simplement, le journal intime réprimerait à ma réserve, à un goût du secret, que j'ai, et que je cultive. Secret qui est surtout un moyen de préserver l'essentiel, à savoir : le matériau que l'on se propose d'exploiter dans des ouvrages de fiction ; et, d'autre part, l'énergie mentale nécessaire pour exploiter ce matériau.

Si l'on tient un journal intime, matériel exploitable et énergie créatrice s'échappent par mille fissures. Un journal, c'est trop souvent, comme on l'a dit, un « cimetière d'articles », et c'est aussi un cimetière de projets de romans ou de nouvelles. Il arrive aussi, chez des écrivains de faible créativité, que les romans ne soient qu'une vague transposition prétendument fictive du journal.

Pourtant, je lis avec passion certains journaux intimes, ceux qui sont avant tout l'histoire d'une âme.

intime comme un genre littéraire majeur, une œuvre d'art en soi. Il faut alors le traiter comme tel, c'est-à-dire en tenir tout ce qui est notation du contingent, du trivial, de l'accidentel : les notes du style « affligé depuis huit jours par un rhume carabinié, je n'ai pas pu écrire une ligne, etc. », ou « nuit d'insomnie, due à mon inquiétude au sujet de X et à d'intolérables prurits », ou « hier au soir, dîner avec les Z ; charmanter tous les deux, mais quel temps perdu ! » — notes qui restent trop souvent isolées, sans être reliées à une problématique globale, à une œuvre d'art.

qu'au contraire, les personnes
 qui ont le plus de problèmes
 sont celles qui ont le moins
 de ressources. C'est pourquoi
 nous devons nous concentrer
 sur les personnes qui ont le
 moins de ressources. C'est
 pourquoi nous devons nous
 concentrer sur les personnes
 qui ont le moins de ressources.

Au contraire, le carnet d'auteur, tourné vers le dehors, vers les autres, ou vers l'activité littéraire en général, n'est pas entaché de narcissisme. On peut le tenir sans être gêné par la pensée sous-jacente qu'on est en train de se faire une comédie.

JÉAN-LOUIS CURTIS

MALGRE la fascination qu'exercent sur moi la plupart des intimes, je n'écris pas un journal. Ce n'est pas faute d'avoir été attiré par une telle aventure, mais par ce qui s'est passé.

A plusieurs reprises (en 1984, en 1979, en 1970), j'ai
 tantin un journal, et une fois je me suis dit que
 réellement, profondément, à la entreprise qui
 d'un roman, ou d'un d'un : le roman ou
 nouvelles, le journal perversement les vitait leur intensité.
 ne produisait-Il ? Je nourrir ma rêche
 la circonstance la plus quotidienne. Quand j'écris un livre, tout
 tout prend un singulier, dédicat, un fonction-
 du en. Tout s'y rapporta, l'infinie le fonction-
 l'événement banal les souvenirs, les fureurs, le
 Tout doit revenir le unique, le nourrir,
 porter,

Pour moi, dans ces conditions, tenir régulièrement un journal, c'est frustrer le livre, c'est chanter, c'est lui dérober la part de réflexion qu'il m'offre. C'est folie qui lui est indévitablement parvenue : en l'occurrence celle-là, l'œuvre est privée. Et m'appauvrir moi-même du temps et de l'énergie que j'aurais consacré au journal, œuvre secondaire, au profit de l'œuvre principale, à l'œuvre première, qui est ma présence sans partage.

À ces expériences j'ai brûlé mes
 sans aucun j'ai de renoncer
 définitivement au journal. Mais je au début
 note, cela ne m'a pas empêché me pour ceux
 des autres ! Et des frères Goncourt à Gide, de Jules Renard à
 j'ai écrit pour ouvrir ouvrages à
 la fois interrompus, disparates et cohérents, lisses ou recueils à
 l'écriture mais un que l'on monument
 Goncourt, véritable roman psychologique, au
 goût de Renard ou, plus nous, à l'écriture chronologique
 « immobile ». Claude Mauriac : autant témoins historiques
 de la vie de la France jusqu'à ce minuscule de la très
 brève relation, « journalière » de plus ample
 et la plus exigeants. journal l'estive traditionnellement
 crétiste se contentent, j'admire ces écrivains pouvoir
 ajouter, à la fiction, l'histoire méticuleuse, ironique ou apologétique
 de leur existence.

JACQUES CHESSEX

L « livre de bord », celui des Cook, des Bougainville, des torbans séminaristes, que les communications par satellites ont rendu superflu (on le rédigeait dans la « chambre de veille », sous la grosse lampe-tempête), est bien antérieur à l'apparition du « journal intime », et ce n'est sûrement pas le capitaine Nemo, dans l'intimité du *Nautilus*, qui a réuni ces deux termes. *Le Livre de mon bord* de

Verne, de sorte qu'il n'est pas un journal intime, atteste cependant la permanence d'une sorte de rêve, d'un prototype idéal : la vie humaine comme navigation spirituelle avec naufrages, sauvetages, enchantements, disparition finale, infernale ou paradisiaque.

Ce n'a pas assez remarqué, ce n'est pas que ne lui pas tout), ou peut-être qu'il ne se souvient de la portée latitude et longitude, au journal intime s'est opéré dans les années mêmes où la grande presse prenait son essor et déjà sa puissance (*le Globe*, *les Débats*, etc.). L'individu, mettons Aloysius Bertrand, Pierre Borel, Nerval même (mais non Sandeau, qui à lui avec horreur et fascination suivit le faellion, l'empire critique, le res-de-son, le monde des autres, la photographie « essentiellement obscène », dit-il) malgré ses portraits chefs-d'œuvre aux très longs temps de pose), se trouvait rejeté sur lui-même, contraint à l'exotisme souterrain.

Sous la grande presse, le journal public, les gros tirages d'Émile Sire, les livres de

colportage (merveilleux Féval, introuvable aujourd'hui), le journal intime, qui ne pouvait devenir feuilleton, se développait en des galeries secrètes où les racines sont phosphorescentes (j'ai vu cela), année par année, anneau par anneau, apte sans doute à donner un papillon tourbillonnant mais qui, telles quelques exhumées, offrent à notre malisaine curiosité les millions de pages d'Amiel.

[illegible]

Chez les grands diaristes de notre temps, Benjamin Constant, Gide, Martin du Gard (l'hésite un peu pour celui-ci), le journal accompagne l'œuvre, parfois contradictoirement ; elle est son soleil caché. On entend parfois : *Un tel n'écrit ni poèmes ni*

romans, il le reconnaît sereinement. Mais si vous voyiez son journal ! Des dizaines de cahiers, une vie ! On en parle, on voudrait les lire. Hélas, nul léger, insubmersible *Adolphe* ne signale sur la mer de l'écriture le gisement de cette grande épave : il y faudrait un plongeur exercé, en quête d'une de ces thèses que lisent, plume en main, les quatre membres d'un jury de Sorbonne.

[illegible]

lives pour m'impressionner un instant sur l'une des pierres peu stables (cela dépend du ciel) qui parsement le gué du Temps, afin de voir et de saisir quelque forme (les plus fugaces sont les plus précieuses) qui me jette tout entier dans l'étrangeté

Le « miracle » bastiais

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100	

Le Monde

économie

SOCIAL

LA RENTRÉE DE LA C.G.T.

Mobilisation et modération

Ni déclaration de guerre au gouvernement ni approbation globale de sa politique; dans sa conférence de rentrée sociale, la C.G.T. a pris une position qui laisse la porte ouverte à toutes les solutions.

Sur le fond et à propos des questions essentielles que sont les modalités de sortie du blocage des prix et des revenus, M. Henri Krasucki, secrétaire général de la C.G.T., a confirmé des positions (et revendications) opposées à celles de MM. Mauroy et Delors. Notant qu'il y a bien sûr des convergences intéressantes avec les pouvoirs publics, le 1^{er} cégétiste ajoute aussitôt qu'il y a aussi des divergences, notamment sur les salaires. Pour la C.G.T., il faut « le plus tôt possible » maintenir le pouvoir d'achat de la quasi-totalité des salariés et re-

valoriser le SMIC. Tel est le sens des revendications défilées par M. Lomet, secrétaire confédéral.

La C.G.T. propose « le rattrapage des retards ou des pertes dus au blocage; l'amélioration des bas salaires et le SMIC à 3 600 francs (1); le maintien du pouvoir d'achat des salariés couverts par les statuts et conventions collectives sur la base d'un indice acceptable pour tous le respect des mesures contenues dans les accords antérieurs au blocage ».

Autre divergence, la sortie du blocage des prix. La C.G.T. demande le maintien du blocage pour les produits de grande consommation et elle entend développer à la fois les interventions locales contre les dérapages, comme cela s'est fait dans certains grands magasins et sur l'initiative de militants, et les interventions dans les firmes par le biais des comités d'entreprise, et même négocier les tarifs publics. Enfin, à la veille de la rencontre avec M. Mauroy, la C.G.T. lance une quinzaine nationale d'« information, de débat, de mobilisation et d'action », du 13 au 25 septembre, les dirigeants cégétistes insistant sur le fait qu'il s'agit d'actions « au pluriel ».

Mais cette fermeté et cet appel à l'action n'excluent pas une modération certaine. M. Krasucki, dans son exposé devant la presse, et dans les réponses aux questions, a fait preuve d'une grande souplesse. Il note avec satisfaction que la C.G.T. discute « avec le gouvernement à tous les échelons » et que ces « discussions sont nécessaires et utiles ». N'y a-t-il pas un désaccord profond sur les modalités d'application de la sortie du blocage des salaires? M. Krasucki s'est bien gardé de fixer des dates pour le maintien du pouvoir d'achat. Mieux, il a représenté que le gouvernement n'est pas un adversaire, ajoutant que la C.G.T. définit ses orientations et propositions mais ne prétend pas détenir seule la vérité.

Quatre objectifs de lutte seront présentés à la base: « Définir le pouvoir d'achat des salariés et des retraités et réussir l'action engagée contre l'inflation; lutter contre le chômage; pour créer des emplois, pour une grande politique industrielle, reconquérir le marché national, produire et acheter français; intervenir pour une sécurité sociale bien gérée, répondant aux intérêts bien gérés, répondant aux intérêts bien gérés ».

des salariés; se saisir des droits nouveaux acquis et faire en sorte que la nouvelle citoyenneté à l'entreprise devienne une réalité.

Habile et dangereux

Est-ce l'annonce d'une vaste campagne revendicative et très combative? Le vocabulaire guerrier n'a plus cours.

En fait, la tactique arrêtée par la centrale est à la fois habile et dangereuse. En lançant une quinzaine d'information et d'actions — initiative qui, dans le passé, traduisait une relative modération puisque très souvent l'information et les débats précédaient largement le pas à l'action — la C.G.T. précise qu'elle entend laisser les travailleurs définir les modalités d'éventuels débrayages, voire de grèves. « Ce sont eux qui doivent arrêter les formes qu'ils entendent donner à leur nécessaire intervention ». Certes, la C.G.T. va « mettre le paquet »; la diffusion d'affiches, de tracts, prises de parole dès le 1^{er} septembre dans les entreprises, meeting de rentrée le 9, etc. La confédération affirme aussi, avec insistance, que « les salariés ont leur mot à dire et qu'ils peuvent passer l'été dans la bataille ». En démontant qu'elle joue le jeu de la démocratie, la C.G.T. se dote aussi d'un moyen de pression sur le patronat — très critiqué — mais aussi sur le gouvernement, qu'elle espère voir « marcher dans le bon sens ».

Si les objectifs de la C.G.T. ne sont pas pris en compte, il sera toujours facile d'affirmer que les travailleurs n'approuvent pas la politique gouvernementale. Les risques de débordements ne sont pas exclus, mais la chance de voir la base faire preuve de compréhension n'est pas à écarter. Mobilisation et modération: un peut-on définir la position de la centrale.

Optimiste, M. Krasucki a souligné, à propos de l'attitude du gouvernement et des divergences sur les salaires, que « rien n'est figé ni insurmontable ». Les pouvoirs publics peuvent aussi se dire que, avec la C.G.T. et ses adhérents, tout est possible, le pire comme le meilleur.

JEAN-PIERRE DUMONT.

(1) Dans son programme d'action adopté en juin au congrès de Lille, la C.G.T. fixe le SMIC revendiqué à « 4 100 F par mois; le rattrapage du retard pourra s'effectuer par étapes ».

CONJONCTURE

La préparation de la sortie du blocage des prix

(Suite de la première page.)

De ces deux idées découle la stratégie à venir. Les pouvoirs publics ont fixé à l'industrie la date de la situation financière des secteurs et des firmes, de la productivité, des effets du blocage des salaires sur le compte des entreprises. Les industriels répondront à ces propositions. Ces grandes manœuvres se dérouleront pour la plupart en septembre. A chaque fois qu'un accord se réalisera — et en fonction de sa teneur plus ou moins satisfaisante — l'industriel, après une période de liberté surveillée qui pourrait durer de quatre à six mois, retrouvera une totale liberté de manœuvre.

Pour les services du secteur privé, la période de pénitence sera plus longue, l'idée étant de transférer une partie des profits du tertiaire vers la production. Cependant, les services privés soumis à la concurrence internationale (informatique, assurance, ingénierie...) pourraient en concluant des accords de régulation avec l'administration retrouver une liberté quasi totale au printemps.

Restent les services pour lesquels la concurrence étrangère ne joue pas et l'on pense évidemment au commerce. La démarche serait la même, basée sur des accords de régulation. Mais ceux-ci viendraient plus tard et bénéficieraient d'abord aux secteurs qui furent les plus attentifs aux consignes gouvernementales avant la dévaluation. On pense donc à des professions comme les automobiles et, d'une certaine façon, aux garages.

Le cas d'E.D.F.-G.D.F.

Les tarifs publics et, d'une façon générale, les prix administrés seront traités différemment. L'idée est que les premiers ne devront pas augmenter de plus de 8 % en 1983, ce qui correspond exactement à l'objectif d'augmentation des prix de détail que s'est fixé M. Delors pour l'année prochaine. Échapperaient à cette norme les tarifs d'E.D.F. et de G.D.F. On connaît l'énorme endettement de la première (140 milliards de francs à la fin de cette année) et l'accroissement de son déficit (2). E.D.F.-G.D.F. bénéficieraient donc d'un régime un peu semblable à celui des prix pétroliers, qui aboutit à rendre les mouvements de prix plus progressifs en fonction des coûts réels et non plus des besoins de la politique économique du gouvernement. La première

conséquence en serait la disparition des fortes hausses — en marche d'escalier — auxquelles nous étions habitués, et leur remplacement par des relèvements plus réguliers des tarifs. Il semble ainsi que la première hausse — après blocage — d'E.D.F. et de G.D.F. se situera au début de décembre. Elle ne dépasserait pas — selon nos informations — 5 ou 6 %.

Quant aux prix pétroliers, la formule qui veut que leur hausse dépende de différents facteurs (prix à l'importation, prix à Rotterdam, prix hors taxe pratiqué en Europe) retrouverait son automaticité à la fin du blocage. Ce qui mettrait fin à l'étalement des augmentations pratiqué jusqu'à maintenant par le gouvernement pour éviter que la hausse du

dollor ait un effet trop important sur l'indice des prix.

Le plan de sortie du blocage des prix et des revenus concernera également l'agriculture et la santé. Pour la première, les efforts faits cette année en faveur du revenu agricole, permettront au gouvernement, d'imposer aux agriculteurs, un régime commun en 1983. Quant à la santé, les pouvoirs publics vont examiner attentivement la gestion hospitalière, et notamment le prix des journées en hôpital. L'industrie pharmaceutique et les revenus des pharmaciens seront, eux aussi, l'objet d'un examen attentif.

ALAIN VERNHOLES.

(2) Le Monde du 1^{er} juillet.

La réforme de l'épargne ne comporterait pas la suppression de la retenue à la source pour les obligations

Contrairement à ce que nous indiquions dans notre édition du 26 août, le projet de réforme de l'épargne ne comporterait pas la suppression de la retenue à la source sur les revenus d'obligations, une idée finalement abandonnée par les pouvoirs publics.

Les autres dispositions annoncées sont conformes au projet d'ensemble tel que le ministre de l'économie et des finances l'a présenté mercredi 25 août à l'occasion d'une communication au conseil des ministres.

Déclarant, en préambule, qu'« il importe que l'épargne des Français puisse répondre, mieux que par le passé, aux besoins en fonds propres et en ressources à long terme des entreprises publiques et privées, sans pour autant négliger le financement des équipements collectifs et du logement », M. Delors a défini quatre priorités:

« Élargir le marché des émissions obligataires à la dimension des exigences de notre développement ». Le prélèvement forfaitaire de 25 % sur les intérêts d'obligations sera maintenu. Au surplus, les épargnants pourront recevoir en franchise d'impôts sur le revenu jusqu'à 5 000 francs d'intérêts, au lieu de 3 000 francs actuellement.

« Accroître le volume des indispensables capitaux à risques. C'est ainsi que les épargnants pourront affecter leurs avoirs à des comptes d'épargne en actions, à concurrence

de 10 000 francs de placements nouveaux par an, en bénéficiant d'un crédit d'impôt égal à 20 % de leur investissement supplémentaire. Chaque foyer pourra détenir deux comptes. Quant aux épargnants âgés de plus de cinquante ans, ils continueront à bénéficier du régime spécial institué par la loi du 13 juillet 1978.

Enfin, les dividendes donneront droit, pour le calcul de l'impôt sur le revenu, « à un crédit permettant d'alléger le cumul des dividendes », l'un au titre de l'impôt sur le revenu, l'autre au titre de l'impôt sur le revenu. Ce mécanisme se substituera à celui de l'avoir fiscal, soit en maintenant une incitation de même valeur », précise M. Delors.

« Permettre aux entreprises d'accroître leurs fonds propres grâce à d'autres instruments financiers que l'action de type classique.

C'est ainsi que seront levés les obstacles à la diffusion des actions à dividende prioritaire sans droit de vote. D'autre part, seront créés deux produits financiers plus particulièrement adaptés aux entreprises où l'Etat est majoritaire (le certificat d'investissement) et aux entreprises publiques (le titre participatif). « Ces deux titres permettront à ces entreprises de recourir plus aisément à l'épargne, et aux souscripteurs de participer aux fruits de l'activité des entreprises ».

« Mieux protéger l'épargnant et l'intéresser davantage aux placements financiers grâce à des mesures législatives qui contribueront à une surveillance plus rigoureuse des marchés de certains placements offerts à la clientèle ».

Le texte de loi reprendra l'essentiel de ces dispositions, à l'exception de la partie fiscale, notamment le mode d'imposition des plus-values et le relèvement du taux de prélèvement libératoire sur l'épargne liquide, qui seront incorporés dans le projet de loi de finances pour 1983.

« Accroissement sensible des échanges R.D.A.-R.F.A. — Le commerce interallemand s'est accru de 14 % au cours du premier semestre 1982 par rapport à la période correspondante de 1981, annonce-on de source officielle ouest-allemande. Les échanges ont augmenté de 800 millions d'unités de compte (1 u.c. = 1 deutschemark), passant à 6,7 milliards d'u.c. Pour l'ensemble de 1981 ils s'élevaient à 12,5 milliards d'u.c., en augmentation de 6 % par rapport à 1980. De janvier à juin les livraisons de la R.D.A. à la R.F.A. ont augmenté de 3,5 % (452 millions), atteignant 3,5 milliards d'u.c. et dépassant un excédent de 278 millions d'u.c., ce qui a ramené le solde débiteur cumulé ouest-allemand de 3,65 milliards fin 1981 à 3,4 milliards d'u.c. Selon le ministère fédéral de l'économie, la R.D.A., qui manque de devises fortes, utilise les facilités dont elle dispose dans ses échanges avec la R.F.A., notamment les crédits sans intérêt (swing) de 850 millions d'u.c. par an (fin août, elle en avait utilisé environ 650 millions). L'Allemagne de l'Est a fortement augmenté ses achats de produits agricoles (+ 65 %) et accru de manière inhabituelle ses ventes de produits chimiques (+ 26 %). — (A.F.P.)

FIN DE LA GRÈVE GÉNÉRALE A MAYOTTE

De notre correspondant

Saint-Denis-de-la-Réunion. — Les ouvriers mahoréens en grève depuis le lundi 23 août à l'appel de l'Union des travailleurs de Mayotte ont mis fin le 26 août à leur mouvement. La décision a été prise à l'issue d'une rencontre, mercredi, entre le secrétaire général de l'Union des travailleurs de Mayotte, et le président du conseil général, M. Bamana. A la suite de la réunion publique organisée la veille par le président du conseil général (le Monde du 26 août), ce dernier a vraisemblablement insisté auprès du responsable syndical pour que le mouvement de grève ne soit pas l'occasion d'une mise en cause de la présence française dans l'île par des éléments extérieurs à l'Union des travailleurs de Mayotte.

Renvoyés par leurs interlocuteurs aux mesures de blocage des revenus, les ouvriers mahoréens, semble-t-il, élargissent à la recherche d'une porte de sortie, le mouvement de grève n'ayant été que très partiellement suivi dans l'administration et n'ayant pas affecté le secteur privé. Les grévistes ont accepté de reprendre le travail sans conditions ni contrepartie. Toutefois, une réunion est fixée pour le 1^{er} septembre afin de débattre des revendications essentielles d'ordre salarial présentées par le personnel de la collectivité territoriale.

Le conflit Sofralait

Précisions de la direction

A la suite de l'article paru dans le Monde du 24 août sur le conflit Sofralait, le groupe Rouffort tient à préciser que « sa participation au capital Sofralait ne date pas de quelques années comme il est écrit, mais du 18 juin 1982. Cette participation est donc postérieure à l'occupation de l'usine de La Villette. Par ailleurs, pour la clarté du dossier, le groupe Rouffort souligne, une fois de plus, qu'il a un plan très précis concernant la production et la distribution du lait frais pasteurisé qui peut et doit garder sur le marché une place importante ».

De son côté, Sofralait souligne que « le plan de restructuration présenté début juin — toujours d'actualité — est le seul qui puisse sauver le potentiel de Sofralait, et par conséquent les emplois nécessaires. A ce jour, malgré la grève avec occupation de l'usine de La Villette, l'activité de Sofralait a pu continuer: la collecte et la transformation (y compris le lait frais pasteurisé) sont assurées à 100 %, les clients actuels sont approvisionnés normalement. La politique nouvelle

mise en place fait apparaître une augmentation de la part des ventes de lait frais pasteurisé dans les ventes totales. Les effectifs de l'unité de La Villette, depuis sa création, ont toujours oscillé autour de 400 personnes ». (N.D.L.R.: et non pas 1 800; cet effectif de 1 800 concernait le groupe Sofralait; il est aujourd'hui d'environ 900).

D'autre part, la société indique que « la société Parislait n'est pas une filiale de Sofralait mais une grosse distributeur parisiennaise. La direction de l'usine déplore enfin: que la grève déclenchée le 8 juin, toujours poursuivie, ait été aggravée de l'occupation de l'usine et des bureaux, ce qui empêche notamment la régularisation des dossiers des salariés et le paiement des producteurs dans des conditions normales; que l'ordonnance de référé en date du 21 juin 1982, ordonnant la libération immédiate des locaux, n'ait pas été exécutée. La préfecture de police n'ayant pas encore répondu à la demande d'intervention de la force publique qui lui a été faite ».

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ base + haut	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.
\$-U.	6,850 6,860	+ 265 + 305	+ 490 + 540	+ 1190 + 1310
\$-S.	5,598 5,555	- 38 + 15	+ 5 + 35	+ 138 + 245
Yen (100)	2,710 2,718	+ 165 + 190	+ 335 + 355	+ 1010 + 1080
DM	2,825 2,810	+ 150 + 170	+ 295 + 325	+ 930 + 1000
Fr.	2,565 2,560	+ 155 + 245	+ 290 + 320	+ 850 + 985
£	4,638 4,640	+ 55 + 220	+ 90 + 350	+ 590 + 100
£ (1 000)	3,356 3,340	+ 305 + 340	+ 685 + 645	+ 1720 + 1795
£ (1 000)	4,976 4,987	- 310 - 230	- 570 - 470	- 1525 - 1340
£ (1 000)	12,084 12,063	+ 350 + 430	+ 755 + 865	+ 2675 + 2910

TAUX DES EURO-MONNAIES

	7 1/16	8 1/16	7 3/8	8 1/8	8 3/16	9 1/16
\$-U.	3 3/16	3 9/16	3 5/8	3 1/2	3 11/16	3 5/8
\$-S.	3 3/4	3 7/8	3 1/2	3 1/4	3 1/2	3 1/4
Yen (100)	12 3/4	14 1/4	12 3/4	14 1/4	12 3/4	14 1/4
DM	3 1/8	3 1/8	3 1/8	3 1/8	3 1/8	3 1/8
Fr.	17 3/4	19 1/4	20 1/8	21 3/4	21 1/4	22 1/4
£	11 1/4	12	10 15/16	11 9/16	10 9/16	11 1/8
£ (1 000)	22 3/4	26 1/4	23 3/4	26 1/4	22 3/4	24 1/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en date de rédaction par une grande banque de la place.

ENVIRONNEMENT

Dans le parc des Ecrins

DEUX AGENTS D'E.D.F. VERBALISÉS PAR DES GARDES

(De notre correspondant.)

Grenoble. — Deux techniciens procédant à des tir de mine pour le compte d'E.D.F. à l'intérieur de la zone centrale du parc national des Ecrins ont été interpellés le mardi 24 août par les gardes-monteurs. Ceux-ci leur ont dressé des procès-verbaux. Il est en effet interdit d'effectuer des travaux publics dans le parc.

C'est la seconde fois en un an que les agents du parc verbalisent des entreprises travaillant pour E.D.F. Le 23 août 1981 ils étaient déjà intervenus pour sanctionner le pilote d'un hélicoptère qui avait survolé le parc.

L'incident qui vient de se produire est d'autant plus surprenant que le conseil d'administration du parc des Ecrins présidé par le député socialiste des Hautes-Alpes, M. Robert de Caumont, a refusé à E.D.F. le 5 mai dernier l'autorisation de mener des travaux de reconnaissance en zone centrale pour l'aménagement hydro-électrique de la Haute-Romanche. Il avait aussi émis un avis défavorable sur le projet de construction, à proximité du col du Lautaret, de deux barrages dont l'un serait réalisé dans la zone périphérique du parc et l'autre amputerait quelques hectares de la zone centrale (le Monde du 5 août).

Le Monde

RÉALISE CHAQUE SEMAINE

UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE

spécialement destinée à ses lecteurs résidents à l'étranger

Exemplaire spécimen sur demande

LES IMMERSIONS DE DÉCHETS RADIOACTIFS DANS L'ATLANTIQUE

Plusieurs élus espagnols rejoignent les écologistes sur les lieux de déversement

De notre correspondant

Madrid. — Pour la première fois les protestations contre l'immersion des déchets nucléaires dans l'Atlantique rencontrent cette année un écho populaire en Espagne.

La Galice, estimant ses ressources de pêche menacées, s'organise, alors que le cargo hollandais Scheldborg, chargé de 3 000 tonnes de déchets radio-actifs, fait route vers la fosse de déversement, à 750 kilomètres au nord-ouest des côtes espagnoles, suivi du Sirius, le bateau des écologistes de Green Peace. Celui-ci, en passant à Cherbourg, a embarqué M. José Vazquez Fouz, député socialiste espagnol de Galice.

La municipalité de La Corogne, de son côté, a affrété un bateau de 300 tonnes, l'Arosa, qui, le 27 août, rejoindra le Sirius en emmenant à son bord des représentants de plusieurs municipalités de Galice de partis politiques et d'organisations de pêcheurs. Ils entendent faire savoir qu'ils ne veulent pas voir les approches de l'Espagne devenir la poubelle nucléaire de l'Europe et souhaitent forcer le gouvernement à prendre position.

Une délégation doit se rendre à Madrid le lundi 30 août pour porter la protestation au gouvernement et aux ambassadeurs des pays déversant leurs déchets nucléaires dans la fosse atlantique: la Grande-Bretagne, les Pays-Bas, la Belgique et la Suisse.

Le gouvernement espagnol n'a pas réagi jusqu'à présent, mais le ministère des affaires étrangères a indiqué que le déversement de déchets radioactifs en dehors des eaux espagnoles et dans une zone approuvée par l'O.C.D.E. était en accord avec la convention de Londres de 1972 dont l'Espagne est signataire.

Cependant l'ampleur que prend le mouvement de contestation en Galice a poussé un représentant de l'Union du centre démocratique, le parti de gouvernement, à rejoindre sa place à bord de l'Arosa. La Xunta (le gouvernement autonome local), pourtant contrôlée par l'Alliance populaire (droite), partisan du nucléaire, a dû se joindre aux protestations.

Les écologistes galiciens, qui n'avaient pu réagir à temps lors du déversement de déchets nucléaires par le cargo britannique Gem la semaine dernière, ont du mal à expliquer pourquoi le mouvement de protestation a « décollé » cette année. Il y a quinze ans que la fosse atlantique est utilisée. Selon les écologistes, environ 85 000 tonnes de déchets y ont été accumulés. Ils mentionnent la prise de conscience provoquée par l'envoi d'un bateau contestataire l'an dernier, la campagne d'information menée cette année par Green Peace et les Amis de la Terre ainsi que la contagion de la contestation venue du nord de l'Europe.

On pourrait y ajouter l'inquiétude naissante de nombreux Espagnols devant l'ambitieux plan nucléaire du gouvernement. Celui-ci avait été jusqu'à présent bien accueilli, sauf au Pays Basque. Mais, depuis peu, l'opinion a été alertée par les avaries survenues aux centrales nucléaires d'Asco en Catalogne et d'Almaraz en Estrémadure. Le gouvernement a mis qu'elles étaient équipées de circuits de refroidissement défectueux et qu'elles ne pourraient tourner qu'à 50 % de leur capacité jusqu'à ce que la réparation soit effectuée. Les assurances selon lesquelles il n'y avait aucun risque de contamination n'ont guère convaincu les populations locales. L'Estrémadure a été le théâtre d'une série de sit in et de grèves de la faim sporadiques. — (Inter.)

Le Monde

PUBLIE

CHAQUE LUNDI

(numéro daté mardi)

UN SUPPLÉMENT ÉCONOMIQUE

ENERGIE

L'affaire du gazoduc euro-sibérien

La Grande-Bretagne se prépare, elle aussi, à enfreindre l'embargo américain sur les livraisons de matériel destiné au gazoduc euro-sibérien. Un cargo soviétique est attendu le 28 août à Glasgow pour prendre livraison de six des vingt et une turbines commandées à la société John Brown. Les turbines comportent des rotors fournis par la société américaine

General Electric et sont construites sous licence de cette même société. Le 2 août, le ministre britannique du commerce avait ordonné à John Brown de passer outre la décision américaine, sous peine d'amendes d'un montant illimité. La firme ouest-allemande A.E.G.-Kanis s'apprête à livrer trois turbines aux Soviétiques. Alors que

l'Europe démontre sa volonté de ne pas tenir compte de la décision de M. Reagan et que ce dernier prépare des mesures de rétorsion, la Communauté européenne préconise des négociations. « Nous devons à tout prix éviter l'escalade et une guerre commerciale qui serait néfaste aux deux parties », a affirmé le président de la commission, M. Thörn.

Washington s'apprêterait à sanctionner la firme Dresser

De notre correspondant

Washington. — Si Dresser livre des compresseurs à l'Union soviétique, elle sera immédiatement sanctionnée. Telle semble être la décision qu'a prise M. Reagan. La sanction pourrait s'appliquer à la société mère, basée à Dallas (qui se verrait interdire les licences d'exportation), ou à la filiale française (qui ne pourrait plus rien importer des États-Unis), ou aux deux à la fois. On éviterait, en revanche, des poursuites légales contre les firmes et leur dirigeants.

Les États-Unis cherchaient depuis plusieurs jours à sortir d'un dilemme : comment permettre à M. Reagan de sauver la face, sans provoquer une crise sérieuse avec Paris ? Fermer les yeux sur les compresseurs de Dresser revenait à donner un feu vert à d'autres livraisons similaires. C'était reconnaître, en somme, que l'embargo décrété unilatéralement par Washington ne pouvait s'appliquer aux firmes européennes ou à d'autres entreprises fabriquant du matériel technologique sous licence américaine. Il fallait donc faire un exemple.

Prendre des sanctions contre la France ? M. Reagan, n'est guère tenté de s'engager dans une voie aussi hasardeuse qui déstabiliserait le sens de son embargo : celui-ci — l'a-t-il assez répété — est dirigé contre les gouvernements soviétique et polonois, non contre les alliés. Puisse Paris amener à se mettre à dos Bonn, Londres et Rome, alors que des affaires urgentes, comme le Proche-Orient, nécessitent une collaboration étroite.

Un énorme contrat céréalier

Dresser a le sentiment désagréable de faire les frais de ces contradictions. Dès lundi, la société saisirait un tribunal de Washington, espérant obtenir un « paraplui » judiciaire contre d'éventuelles sanctions. Mais sa requête était rejetée. Elle annonce maintenant qu'elle irait de nouveau en justice si on la mettait sur la liste noire.

Les dirigeants de la société ont eu mercredi des propos assez durs pour l'administration. Selon eux, des sanctions seraient injustes, car Dresser n'a violé aucune loi américaine. Ces sanctions seraient inefficaces, car le gazoduc serait quand même construit, et elles pénaliseraient les États-Unis en y créant un peu plus de chômage. La firme de Dallas ne réalise-t-elle pas un tiers de ses ventes à l'étranger ?

LE PRIX DE L'ELECTRICITE EST MOINS ÉLEVÉ EN FRANCE QUE DANS LES AUTRES PAYS D'EUROPE

Au 1^{er} janvier, le prix de l'électricité en France était moins élevé que dans les autres pays européens tant pour les fournisseurs domestiques que pour les fournisseurs industriels. C'est du moins ce qui ressort d'une étude de l'UNIPED (Union internationale des producteurs et distributeurs d'énergie électrique) rendue publique par E.D.F. dans ses notes mensuelles d'information.

Selon l'entreprise française — fort influente au sein de l'UNIPED — les prix en centimes (après utilisation du taux de change au 1^{er} janvier corrigé des parités de pouvoir d'achat de chaque monnaie) font apparaître les écarts suivants hors taxe.

Pour les usages domestiques (sur la base de 3 500 kWh par an, dont 1 300 en heures creuses : France 44,17, Danemark 44,93, Allemagne fédérale 51,91, Pays-Bas 53,20, Grande-Bretagne 55, Belgique 58,06. Pour les usages industriels moyens (100 kW de puissance souscrite : 160 000 kWh par an) : France 41,21, Danemark 41,29, Grande-Bretagne 46,97, Allemagne fédérale 53,01, Belgique 57,75, Pays-Bas 62,46 et Italie 65,01.

Selon E.D.F., ces écarts favorables s'expliquent par l'énergie primaire utilisée (les kilowatts-heures hydrauliques et les kilowatts-heures nucléaires sont moins chers que ceux produits à partir des hydrocarbures), mais aussi par les conditions de distribution. Une étude qui tombe bien, en tout cas, pour étayer la demande d'E.D.F. d'une hausse de ses tarifs.

FAITS ET CHIFFRES

Agriculture

Le Modet demande au premier ministre d'ouvrir aux organisations agricoles le débat sur le décalage des prix et des salaires. Le Mouvement de défense des exploitants familiaux rappelle, dans une lettre ouverte à M. Mauroy, que les agriculteurs sont « étroitement concernés » par les problèmes soulevés à l'occasion de ce débat, étant « producteurs de denrées aux prix fermement bloqués, consommateurs de moyens de production aux prix plus ou moins bloqués (carburants, machines, etc.), consommateurs comme tout le monde et, pour les plus gros, employeurs de main-d'œuvre ».

Les salariés viticoles de la C.F.D.T. viennent de tenir leur session annuelle dans la Gironde. Ils ont notamment dénoncé « le travail au noir et le travail saisonnier », demandé la possibilité d'être des « délégués inter-entreprises », tant et grande la dispersion des salariés dans les vignobles ; ils se sont prononcés contre « la politique des quantités en matière de garantie de revenus, car elle désavantage les employeurs de main-d'œuvre ».

Social

L'allocation de rentrée scolaire versée à la prochaine rentrée 1982 sera de 264,60 francs. L'augmentation de cette prime, qui était de 249,20 francs en 1981, n'est donc que de 6,2 %. Cette faible croissance est due au fait que dans le cadre des mesures d'accompagnement de la dévaluation, les majorations de la quasi-totalité des prestations familiales ont été révisées en baisse.

Néanmoins, un engagement de modération a été conclu entre l'Etat et la profession, qui limite les hausses de prix pour les fournitures scolaires de 4 % à 6 %. La même augmentation que l'allocation de rentrée scolaire.

Etranger

Les investissements étrangers aux États-Unis ont augmenté de 31 % en 1981. Selon le département du commerce, ils se sont accrus de 21,4 milliards de dollars par rapport à 1980, pour s'élever à 89,7 milliards. En 1980, ces investissements, déjà en progression de 25,5 % par rapport à l'année précédente, totalisaient 68,3 milliards de dollars. C'est depuis 1978 qu'on assiste à un

La société ouest-allemande A.E.G.-Kanis va livrer prochainement trois turbines

De notre correspondant

Bonn. — Sur les bords du Rhin, on suit avec beaucoup d'attention l'affrontement auquel la construction du gazoduc sibérien donne lieu entre Paris et Washington. D'éventuelles mesures de représailles de la part des Américains toucheraient aussi les entreprises de la République fédérale. Aussi est-il assez compréhensible qu'ici on se réjouisse discrètement de la réaction énergique de Paris face aux menaces d'outre-Atlantique.

En même temps il ne faut pas s'attendre à une position aussi dure des dirigeants de Bonn. Ne serait-ce que parce qu'ils ne disposent pas du même arsenal juridique. Ici il n'est pas question de réquisitionner des entreprises ni même de leur donner des instructions impératives. S'est donc borné à envoyer une lettre aux entreprises concernées pour leur faire savoir qu'à Bonn on serait heureux de voir maintenir la livraison des équipements promis à l'Union soviétique.

En attendant, il semble certain que dans les jours à venir A.E.G.-Kanis va livrer à l'U.R.S.S. les deux premières turbines destinées à l'équipement du gazoduc. Les délais de livraison convenus avec le Krenlin seront ainsi respectés, bien que depuis le mois de juin Washington ait interdit toute fourniture de ce genre. A.E.G.-Kanis devrait réaliser quarante-sept turbines. A l'heure actuelle cependant, la société ne dispose plus que de trois rotors produits par la General Electric américaine.

L'avenir du contrat avec l'U.R.S.S. demeure donc problématique.

A Bonn, on se réfugie derrière les positions ouvertement affichées par la Communauté européenne et on s'efforce bien entendu de protéger A.E.G.-Kanis contre d'éventuelles mesures de rétorsion. En même temps, on reconnaît de façon très discrète, il est vrai, que dans cette affaire les positions ne sont quand même pas tout à fait inattaquables. Dans la plupart des contrats américains concédant des licences de fabrication à des entreprises du vieux continent, certaines clauses, si on en croit les experts, permettraient aux États-Unis de bloquer toutes livraisons à l'étranger même après la signature de contrats réguliers.

Cette situation juridique assez complexe est peut-être à l'origine de certaines rumeurs selon lesquelles la General Electric américaine aurait elle-même signé des contrats avec plusieurs pays de l'Est. L'entreprise américaine envisagerait de fournir certains équipements destinés à la construction du gazoduc en dehors du territoire soviétique. Rien cependant n'est venu confirmer ces démarches. Le fait que des rumeurs de ce genre soient mises en circulation à Bonn suggère cependant que certains ici voudraient jeter un doute sur la sincérité et le désintéressement de ceux qui à Washington tentent d'imposer leur politique d'embargo aux alliés américains.

JEAN WETZ.

développement accéléré des investissements étrangers aux États-Unis. Auparavant, leur rythme était beaucoup moins rapide : 10 % en moyenne entre 1958 et 1977. Fin 1981, les investissements étrangers dans les industries américaines de transformation représentaient 29,5 milliards de dollars (+ 4,4 milliards en un an) ; ceux dans le secteur pétrolier s'élevaient à 17,8 milliards de dollars (+ 5,5 milliards) ; ceux dans le secteur de la distribution à 17,7 milliards de dollars (+ 3,4 milliards).

En revanche, les investissements américains à l'étranger voient leur rythme se ralentir sensiblement. En 1982, ils ont augmenté de seulement 5,5 % (contre 14,8 % en 1980) pour s'inscrire au total de 227,3 milliards de dollars. (A.G.F.).

MEXIQUE

Ford et General Motors licencient. — En raison de la crise que connaît le Mexique, les deux constructeurs américains Ford et General Motors ont décidé de réduire leur production et de licencier temporairement une partie des salariés qu'ils emploient. D'ici la fin de l'année, Ford réduira de dix-sept

mille le nombre de voitures qu'il prévoit de monter ; il licenciera mille cent ouvriers. General Motors licenciera pendant deux mois l'une de ses usines. Sa production sera diminuée de trois mille deux cents véhicules, mettant en chômage technique mille deux cents personnes ; il envisage également le licenciement de huit cents autres salariés. (A.F.P.).

R.F.A.

Projet de majoration des cotisations sociales. — Le gouvernement ouest-allemand veut relever la cotisation chômage de 4 à 4,5 % pour trois ans (1983, 1984 et 1985) et faire cotiser les retraités à l'assurance-maladie à partir de l'année prochaine, a annoncé mercredi 25 août le ministre du travail, M. Westphal.

Le projet de loi, adopté par le conseil des ministres, prévoit que la majoration de la cotisation chômage sera supportée moitié (0,25 %) par les salariés et moitié par les employeurs. Les retraités verseront une cotisation de 1 % pour l'assurance-maladie à partir de 1983, et celle-ci sera relevée chaque année de 1 point pour atteindre 4 % en 1986. (A.F.P.).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GAZ DE FRANCE

Lancement à partir du 30 courant de l'emprunt Gaz de France.

PARIBAS GESTION (S.L.C.A.V.)

ACTIF NET (M.F.)	576,49	590,63
Répartition :		
- Actions françaises	5,9	8,7
- Actions étrangères	35,1	36,8
- Obligations françaises :		
o convertibles	2,4	2,4
o autres	28,7	26,5
- Obligations étrangères	22,9	19,6
- Liquidités	5	6
100	100	
Nombre d'actions en circulation	1.788.848	1.772.155
Valeur de l'act. (F)	322,07 (1)	310,77

(1) Après détachement le 30 avril 1982 d'un coupon net de 13,48 F assorti d'un crédit d'impôt de 1,07 F

GARANTIE FINANCIÈRE

LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE. Société anonyme au capital de FF 1 142 810 600, et dont le siège social est à Paris (9^e) 29, boulevard Haussmann, avertit le public que la garantie qu'elle avait accordée par l'intermédiaire de son agence AM MESSINE — 113, boulevard Haussmann, 75008 Paris — à la Société ATSAKO — 21, rue Verneil, 75008 Paris licence n° A 1513 — en titre des engagements contractés par ladite agence, tant envers ses clients que des prestataires de service visés par la loi du 11 juillet 1975 et le décret du 28 mars 1977, prendra fin dans le délai de trois jours à compter de la présente publication.

Étant observé que désormais notre garantie est remplacée par celle de l'A.F.S. et que c'est cette unique raison qui nous amène à effectuer cette formalité.

Les créanciers éventuels de ladite agence ont à compter de cette publication un délai de trois mois pour produire leurs créances nées antérieurement à la date de cession de cette garantie auprès de l'agence AM MESSINE — 113, boulevard Haussmann, 75008 Paris — conformément à l'article 21 du décret du 28 mars 1977.

AFFAIRES

General Motors à l'attaque du marché européen de la petite voiture

(Suite de la première page.)

C'est cette nouvelle voiture, fabriquée donc en Autriche — pour le moteur et la boîte de vitesse — et en Espagne pour la carrosserie et le montage, qui est lancée aujourd'hui. Les groupes français, pour avoir, en 1979, évité qu'on introduise le loup dans la bergerie, risquent fort de faire quand même les frais de cette offensive.

Un créneau disputé

General Motors et sa filiale ouest-allemande Opel — qui conduit l'opération — s'attaquent, pour la première fois, au créneau le plus disputé du marché européen : la petite voiture (moins de 3,70 m, cylindrée faible ou moyenne). Deux millions et demi de véhicules vendus l'an dernier en Europe, soit 25,3 % du marché total, et une concurrence acharnée.

Or, jusqu'ici, les Français, et surtout Renault, sont parvenus à rester les maîtres de ce créneau, leur production en 1981 ayant représenté 40,2 % du total européen, loin devant les Italiens (29,6 %), les Allemands (20,2 %) et les Britanniques (7,6 %). Grâce à son modèle vedette, la R5, le plus vendu en Europe dans cette catégorie, Renault, à lui seul, a réalisé, en 1981, 28,1 % des ventes, suivi de Fiat (26,6 %) et de Ford (14,7 %).

L'année 1982 a déjà été très dure pour les groupes français, confrontés en France, comme à l'étranger, à une concurrence de plus en plus douloureuse sur les prix, alors que leurs modèles accusent un incontestable coup de vieux : face aux nouvelles Fiat (Ford), Panda (Fiat), Polo (Volkswagen) ou à la Metro, de B.L., les Renault 5, Citroën Visa, Peugeot 104 datent — pour ne pas parler des 2 CV ou des R 4, également situés sur le même créneau — de l'époque de la Samba, ayant marqué des points.

L'intrusion de G.M. risque de faire tuer mal 270 000 véhicules en pleine capacité, c'est plus de 10 % du marché européen, qui seront obligatoirement grignotés aux uns et aux autres par le groupe américain. Il y a fort à parier que les deux français seront les premiers visés. Le fait que General Motors commence son lancement par la France — alors que Opel est basé en R.F.A. — est significatif, de même que les efforts accomplis par le groupe depuis un an pour tenter d'élargir son réseau, en reprenant des concessionnaires Talbot en rupture de ban. G.M. annonce certes des objectifs relativement modestes en France pour la fin de 1982 (6 000 véhicules) et 1983 (26 000 unités). Mais avec 33 500 unités vendues en France dans ce créneau, la Fiesta de Ford a déjà fait mal... Et G.M. annonce des

prix qui laissent présager une rude concurrence sur ce point : de 29 000 F à 34 000 F pour le modèle trois portes à 4 CV, à comparer aux versions concurrentes de la 104 (de 31 800 F à 39 400 F), de la R 5 (de 30 700 F à 39 900 F) et de la Samba (de 34 300 F à 37 500 F)...

En clair, G.M. veut renouveler avec les mêmes méthodes « l'exploit » réussi par Ford depuis quelques années : les 355 000 Fiesta vendues l'an passé en Europe (produites essentiellement en Espagne) se sont hissées au second rang pour ce type de modèle, juste derrière la R 5, mais devant la Fiat 127. Ce n'est pas tout, hélas. Car les conséquences de cette offensive risquent de s'avérer également douloureuses en Espagne où, là aussi, les groupes français se retrouvent en première ligne. General Motors, devenu le sixième constructeur en Espagne, s'est engagé à exporter 90 % de sa production. Mais sur un marché aussi déprimé que celui de la péninsule ibérique (435 000 voitures vendues en 1981 contre 625 000 en 1974), l'irruption — se serait-ce que de 20 000 à 25 000 nouveaux modèles, risque de peser lourd. D'autant que les Corsas, produites à très haute cadence, dans des usines neuves, sur la base d'éléments (moteur, boîte) importés pour 60 % de la valeur du véhicule, bénéficient de conditions de fabrication exceptionnelles en Espagne. Les autres constructeurs, sauf Ford, étaient contraints jusqu'en 1974 à intégrer 90 % de pièces espagnoles, et aucun n'a été autorisé à licencier du personnel en dépit de la chute de la production (stagnante depuis 1977). Or le premier vendeur en Espagne est Renault : 157 000 voitures sur une production de 269 000, suivi du groupe nationalisé Seat (123 700 véhicules), puis de Talbot (54 200 véhicules) et de Citroën (44 800). Comme prévoit de le faire G.M., Ford, second producteur, ne vend en effet en Espagne qu'une toute petite partie (56 000 sur 248 000) de sa production.

L'arrivée de G.M. a donc de bonnes raisons d'inquiéter, non seulement en Europe, les groupes français en Espagne, qui risquent d'être pris en tenaille entre les deux américains du groupe Seat, qui, avec près de 3 milliards de francs de pertes en deux ans et 86 000 voitures en stock (70 % des ventes de l'année), vient de signer un accord avec Volkswagen, dont il produira (au rythme de 130 000 unités par an) et distribuera les modèles dans la péninsule. « C'est de la folie furieuse », assure le directeur d'une filiale française à Madrid, la France, avec un marché de près de 2 milliards de voitures, à deux constructeurs, l'Espagne en a six pour un marché d'à peine plus d'un demi-million !

VÉRONIQUE MAURIS.

Bendix veut prendre le contrôle de Martin Marietta

Une bataille boursière pourrait s'engager outre-Atlantique pour le contrôle de Martin Marietta. Cette société, peu connue du grand public, est pourtant l'un des principaux fabricants américains de missiles (Pershing et Titan) et d'équipements aérospatiaux, avec un chiffre d'affaires de 3 milliards de dollars (21 milliards de francs).

Bendix Corporation, un des géants de l'équipement automobile et aéronautique de la machine-outil, avec un chiffre d'affaires de 4,4 milliards de dollars (30 milliards de francs) a lancé, mercredi 25 août, une offre publique d'achat sur au moins 45 % du capital de Martin Marietta, au prix de 43 dollars l'action. Le dernier cours coté avant l'offre était de 33 dollars. Le conseil d'administration de Martin Marietta n'a pas fait connaître sa position. Mais, dans les milieux d'affaires, on pense qu'il s'opposera à cette O.P.A.

Bendix, qui compte consacrer à cette opération plus de 1,5 milliard de dollars, n'avait pas caché son intention depuis deux ans d'investir dans une société de technologie avancée. Ayant cédé certaines activités et filiales, notamment dans l'exploitation forestière, Bendix disposait d'une « cagnotte » de 800 millions de dollars.

En mars 1982, la firme allait tenter de prendre une participation importante dans R.C.A., le géant américain de l'audiovisuel et de la communication. Plus de 7 % du capital de R.C.A. étaient ainsi acquis en Bourse pour environ 100 millions de dollars. Mais la vive réaction des dirigeants de R.C.A. (le Monde du 11 mars) allait

enrayer l'opération. Bendix a donc cherché une autre société, et son choix s'est finalement porté vers Martin Marietta.

Compte tenu du caractère stratégique des activités de Martin Marietta, les autorités américaines, et notamment le Pentagone, devraient suivre cette affaire de près. D'autant que Martin Marietta était en discussion avec la firme japonaise Nissan. Les deux sociétés négociaient, semble-t-il, un accord de coopération technologique aux termes duquel Martin Marietta aurait cédé à Nissan son savoir-faire dans les missiles, cette dernière apportant ses compétences dans la production de robots industriels.

Un tel accord, de nature à favoriser l'émergence d'une industrie militaire et spatiale japonaise, ne doit pas avoir que des partisans aux États-Unis. A cet égard, l'O.P.A. de Bendix tomberait à pic !

Des turbines françaises pour la R.A.T.P. — M. Gilbert Gantier, député (U.D.F.) de Paris, s'étonne dans un communiqué que « le directeur général de la R.A.T.P. ait publiquement annoncé qu'il avait décidé, dans le souci de contribuer à la reconquête du marché intérieur, d'équiper l'entreprise publique dont il a la charge de turbines de conception ancienne, mais à 100 % françaises » (le Monde du 25 août). Dans une question écrite à M. Mauroy, il critique ce choix qui s'écarterait des « turbines moins coûteuses et plus performantes, mais construites sous licence étrangère ».

MARCHÉS

PARIS

Rapport

Le marché des valeurs mobilières a été marqué par la baisse des actions et des obligations. Les actions ont perdu 1,2 % et les obligations 0,8 %. Le marché des changes a été marqué par la baisse du franc par rapport au dollar. Le franc a perdu 1,5 % contre le dollar. Le marché des matières premières a été marqué par la baisse du pétrole. Le pétrole a perdu 1,2 %.

LA VIE

Le marché des valeurs mobilières a été marqué par la baisse des actions et des obligations. Les actions ont perdu 1,2 % et les obligations 0,8 %. Le marché des changes a été marqué par la baisse du franc par rapport au dollar. Le franc a perdu 1,5 % contre le dollar. Le marché des matières premières a été marqué par la baisse du pétrole. Le pétrole a perdu 1,2 %.

Le marché des valeurs mobilières a été marqué par la baisse des actions et des obligations. Les actions ont perdu 1,2 % et les obligations 0,8 %. Le marché des changes a été marqué par la baisse du franc par rapport au dollar. Le franc a perdu 1,5 % contre le dollar. Le marché des matières premières a été marqué par la baisse du pétrole. Le pétrole a perdu 1,2 %.

COURS DU DOLLAR

DATE	1 ^{er} août	2 ^e août	3 ^e août	4 ^e août	5 ^e août	6 ^e août	7 ^e août	8 ^e août	9 ^e août	10 ^e août	11 ^e août	12 ^e août	13 ^e août	14 ^e août	15 ^e août	16 ^e août	17 ^e août	18 ^e août	19 ^e août	20 ^e août	21 ^e août	22 ^e août	23 ^e août	24 ^e août	25 ^e août	26 ^e août	27 ^e août	28 ^e août	29 ^e août	30 ^e août	31 ^e août	1 ^{er} sept.	2 ^e sept.	3 ^e sept.	4 ^e sept.	5 ^e sept.	6 ^e sept.	7 ^e sept.	8 ^e sept.	9 ^e sept.	10 ^e sept.	11 ^e sept.	12 ^e sept.	13 ^e sept.	14 ^e sept.	15 ^e sept.	16 ^e sept.	17 ^e sept.	18 ^e sept.	19 ^e sept.	20 ^e sept.	21 ^e sept.	22 ^e sept.	23 ^e sept.	24 ^e sept.	25 ^e sept.	26 ^e sept.	27 ^e sept.	28 ^e sept.	29 ^e sept.	30 ^e sept.	1 ^{er} oct.	2 ^e oct.	3 ^e oct.	4 ^e oct.	5 ^e oct.	6 ^e oct.	7 ^e oct.	8 ^e oct.	9 ^e oct.	10 ^e oct.	11 ^e oct.	12 ^e oct.	13 ^e oct.	14 ^e oct.	15 ^e oct.	16 ^e oct.	17 ^e oct.	18 ^e oct.	19 ^e oct.	20 ^e oct.	21 ^e oct.	22 ^e oct.	23 ^e oct.	24 ^e oct.	25 ^e oct.	26 ^e oct.	27 ^e oct.	28 ^e oct.	29 ^e oct.	30 ^e oct.	31 ^e oct.	1 ^{er} nov.	2 ^e nov.	3 ^e nov.	4 ^e nov.	5 ^e nov.	6 ^e nov.	7 ^e nov.	8 ^e nov.	9 ^e nov.	10 ^e nov.	11 ^e nov.	12 ^e nov.	13 ^e nov.	14 ^e nov.	15 ^e nov.	16 ^e nov.	17 ^e nov.	18 ^e nov.	19 ^e nov.	20 ^e nov.	21 ^e nov.	22 ^e nov.	23 ^e nov.	24 ^e nov.	25 ^e nov.	26 ^e nov.	27 ^e nov.	28 ^e nov.	29 ^e nov.	30 ^e nov.	1 ^{er} déc.	2 ^e déc.	3 ^e déc.	4 ^e déc.	5 ^e déc.	6 ^e déc.	7 ^e déc.	8 ^e déc.	9 ^e déc.	10 ^e déc.	11 ^e déc.	12 ^e déc.	13 ^e déc.	14 ^e déc.	15 ^e déc.	16 ^e déc.	17 ^e déc.	18 ^e déc.	19 ^e déc.	20 ^e déc.	21 ^e déc.	22 ^e déc.	23 ^e déc.	24 ^e déc.	25 ^e déc.	26 ^e déc.	27 ^e déc.	28 ^e déc.	29 ^e déc.	30 ^e déc.	31 ^e déc.	1 ^{er} jan.	2 ^e jan.	3 ^e jan.	4 ^e jan.	5 ^e jan.	6 ^e jan.	7 ^e jan.	8 ^e jan.	9 ^e jan.	10 ^e jan.	11 ^e jan.	12 ^e jan.	13 ^e jan.	14 ^e jan.	15 ^e jan.	16 ^e jan.	17 ^e jan.	18 ^e jan.	19 ^e jan.	20 ^e jan.	21 ^e jan.	22 ^e jan.	23 ^e jan.	24 ^e jan.	25 ^e jan.	26 ^e jan.	27 ^e jan.	28 ^e jan.	29 ^e jan.	30 ^e jan.	31 ^e jan.	1 ^{er} fév.	2 ^e fév.	3 ^e fév.	4 ^e fév.	5 ^e fév.	6 ^e fév.	7 ^e fév.	8 ^e fév.	9 ^e fév.	10 ^e fév.	11 ^e fév.	12 ^e fév.	13 ^e fév.	14 ^e fév.	15 ^e fév.	16 ^e fév.	17 ^e fév.	18 ^e fév.	19 ^e fév.	20 ^e fév.	21 ^e fév.	22 ^e fév.	23 ^e fév.	24 ^e fév.	25 ^e fév.	26 ^e fév.	27 ^e fév.	28 ^e fév.	29 ^e fév.	30 ^e fév.	31 ^e fév.	1 ^{er} mars.	2 ^e mars.	3 ^e mars.	4 ^e mars.	5 ^e mars.	6 ^e mars.	7 ^e mars.	8 ^e mars.	9 ^e mars.	10 ^e mars.	11 ^e mars.	12 ^e mars.	13 ^e mars.	14 ^e
------	----------------------	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	-----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	-----------------------	-----------------------	-----------------------	-----------------------	-----------------------	-----------------------	-----------------------	-----------------------	-----------------------	-----------------------	-----------------------	-----------------------	-----------------------	-----------------------	-----------------------	-----------------------	-----------------------	-----------------------	-----------------------	-----------------------	-----------------------	----------------------	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	-----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	-----------------------	-----------------------	-----------------------	-----------------------	-----------------

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. CONTRAINTES ÉCONOMIQUES ET RAPPORTS SOCIAUX : « Un blocage peut en cacher un autre », par Marie-Noëlle Lianemann et Alain Richard ; « Contrôle des prix et des revenus et contrôle de l'inflation », par Pascal Salin ; « Pour une négociation globale de la nouvelle politique », par Claude Lemaire ; « Technologie et facteurs de hausse », par Claude Legoux.

ÉTRANGER

3-4. LA CRISE DU PROCHE-ORIENT

6. AMÉRIQUES
— PÉROU : les guérilleros du Sentier lumineux veulent embrasser les campagnes.

6. EUROPE

— ALLEMAGNE FÉDÉRALE : le ministre de l'Intérieur s'inquiète de la montée du racisme et de la xénophobie.

5-6. ASIE

— INDONÉSIE : « Pas de changement politique avant l'an 2000 » (III), par Jacques de Borja.

POLITIQUE

7. La « coïncidence » de l'AS, Saint-Étienne et le financement de campagnes électorales.

— Le communiqué officiel du conseil des ministres.

SOCIÉTÉ

8. Les remèdes à l'insécurité et le plan antiterrorisme.

10. SPORTS.

— FOOTBALL : le « miracle » badois.

LE MONDE DES LIVRES

9. LE FEUILLETON DE BERTRAND POIRAT-DELPECH : l'assassinat ou l'objection choisie.

— Jean Goussier et ses prophètes.

10-11. ÉDITION : que lire-t-on cet automne ?

12. JOURNAUX LITTÉRAIRES D'AILLEURS : la New York Review of Books.

13. Tenez-vous un journal intime ?

CULTURE

16. EXPOSITIONS : la Zaire aux Arts décoratifs ; nos ancêtres les Gaulois ; à Châteauroux.

CINÉMA : *Paradis pour tous*, d'Alain Jessia.

JAZZ.

17. RADIO-TÉLÉVISION : le « come back » de Jean-Pierre Elkabbach sur Europe 1.

ÉCONOMIE

19. SOCIAL : la rentrée de la C.G.T. ; mobilisation et médiation.

CONJONCTURE : la réforme de l'épargne ne comporterait pas la suppression de la retenue à la source pour les obligations.

ENVIRONNEMENT : les immersions de déchets radioactifs dans l'Atlantique.

20. AFFAIRES : aux États-Unis, l'Inde veut prendre le contrôle de Martin-Marietta.

ÉNERGIE : l'affaire du gazoduc euro-sibérien.

RADIO-TÉLÉVISION (17)

INFORMATIONS

— SERVICES : (14) :

Un coin pour jouer ; Météorologie ; Mots croisés ; « Journal officiel » ; Loto ; Loterie.

— Annonces classées (18) : Carnet (17) ; Bourse (21) ; Programmes spectacles (18).

— Un deuxième bébé est né grâce à la « banque de sperme des prix Nobel ». Une psychologue célibataire âgée de quarante ans a donné naissance, le 24 août, à Los Angeles, au deuxième bébé engendré grâce à la « banque de sperme des prix Nobel » fondée par M. Robert Graham.

TENNIS A PARIS

STAGES LONGUE DURÉE

1 heure par semaine pendant 4 ou 5 mois

STAGES INTENSIFS de mai à septembre.

Noël, Pâques, tennis-action

734.36.36

équipé par...

A B C D F G H

ACCUEILLIS EN PROTECTEURS PAR LES MUSULMANS

Les soldats français se sont déployés à Beyrouth-Ouest

De notre correspondant

Beyrouth. — Des légionnaires impatients, ce jeudi matin, par des parcs encore un peu surpris de débarquer dans cette ville en pleine cohue, dans le silence d'un baroud permanent : le drapeau tricolore flottant un peu partout sur des immeubles en ruine, en plein cœur de Beyrouth, dans les quartiers les plus musulmans de la ville ; pour qui connaît même peu, la géopolitique libanaise, il y a de quoi rester rêveur.

Certes, les temps changent. Mais, quand on pense que les chrétiens étaient accusés par les musulmans, il y a peu encore, d'être les « fils chéris de la France » et que ces mêmes musulmans accueillent aujourd'hui les soldats français en protecteurs, on ne peut que le relever.

Ce sont six cents soldats français environ qui, déployés autour de la résidence de l'ambassadeur de France, transformée en Q.G., sont installés à l'un des principaux points d'intersection de Beyrouth, près du Musée, du côté musulman. Reçus en amis, ils n'ont pas eu de problèmes de relève avec les Palestiniens, là où elle a eu lieu. Ils côtoient des barreaux de milices locales montebanaises et autres libanaises. Hippocrate - fort de Pins. Ils vont soit pousser vers le sud, à la place des Italiens, soit aller vers le centre-ville, en direction du nord, jusqu'à atteindre le carrefour de Sodeco, soit faire les deux à la fois.

Les Français sont, en effet, finalement les seuls à s'acquiescer complètement de la tâche qui leur est dévolue. Et ils s'en acqui-

ent bien. En réalité, ils en font plus que prévu pour pallier la défaillance des uns et des autres. Les Américains, arrivés le cinquième jour de l'opération, ne veulent pas sortir de l'enceinte portuaire où ils se sont retranchés et ne veulent pas de contact avec toutes armées qui accompagnent les combattants palestiniens évacués. Qu'à cela ne tienne. Quarante légionnaires restent sur place au port pour faire écran. D'autant que cela rassure les Palestiniens eux-mêmes.

Les Italiens n'en finissent pas de regagner vers Beyrouth. Les légionnaires se chargent de leur travail. Ils sont ainsi allés récupérer et convoier soixante camions vides de l'armée syrienne à partir de Solfat, sur la route Damas-Beyrouth, pour leur faire traverser toutes les lignes israéliennes et chrétiennes et les faire pénétrer à Beyrouth-Ouest, d'où la parodie d'après-midi on vendredi, après avoir embarqué mille quatre cents à mille cinq cents soldats syriens bloqués ici. De nouveau, le temps que les Italiens, dont les premiers départs sont finalement arrivés jeudi, se déploient et s'acclimatent. — Ce sont sans doute les Français qui conviendront les Syriens au retour. Ce sera la première évacuation par la route.

Quand le départ des Palestiniens sera terminé, en principe dans deux jours, restera l'opération tant aussi l'opération de la route constant à mettre en selle l'armée et les forces de sécurité libanaises à Beyrouth-Ouest : ce ne seront sans doute ni les Américains ni les Italiens qui seront en première ligne à ce moment-là.

LUCIEN GEORGE.

(Lire nos autres informations pages 3 et 4.)

M. MITERRAND AU CAIRE EN NOVEMBRE

M. Mitterrand fera une visite officielle en Egypte en novembre, a déclaré mercredi 25 août au Caire, M. Boutros-Ghali, ministre d'Etat égyptien aux affaires étrangères, à son retour de Paris. Bien que la date de cette visite ne soit pas officiellement confirmée à Paris, il semble bien qu'elle soit envisagée pour la seconde semaine de novembre.

CARRIÈRES UNIVERSITAIRES

Les textes créant un nouveau système de recrutement sont publiés

Les décrets instituant à titre provisoire un nouveau mode de recrutement et de promotion des enseignants du supérieur sont publiés au Journal officiel de ce 26 août. Il s'agit de deux décrets, au nombre de quatre, analysés dans nos éditions du 5 août, portant sur la création d'un conseil supérieur provisoire des universités (C.S.P.U.) et sur le statut particulier des professeurs d'université ; sur l'institution de commissions de spécialité et d'établissement, qui remplaceront les commissions de spécialistes ; enfin, sur le recrutement interne.

La version définitive de ces textes n'apporte que des changements de détail, notamment dans les modalités de nomination des commissions de spécialité et les conditions requises pour qu'un assistant puisse devenir maître-assistant (six ans d'enseignement supérieur public, et non plus dix ans). Rappelons enfin que ces décrets ne s'appliqueront que pour l'année universitaire 1982-1983, puis une nouvelle loi d'orientation de l'enseignement supérieur doit être élaborée pour la rentrée 1983.

Washington nuance son jugement sur les prix de vente des aciers européens

Washington (A.F.P. - Reuter).

— Le département américain du commerce a jugé définitivement, le mercredi 25 août, que les exportations d'acier des pays de la C.E.E. vers les États-Unis avaient bénéficié de subventions. Toutefois, celles-ci ont été au maximum de 28 % du prix et non de 40 % comme il avait été estimé dans une enquête préliminaire. Les six pays européens en cause sont les suivants : France (Saclor, Usinor, Dillinger), Allemagne fédérale, Italie, Grande-Bretagne, Belgique et Luxembourg.

En annonçant son verdict, M. Malcolm Baldrige, secrétaire au commerce, a précisé que les aciers européens vendus aux États-Unis avaient bénéficié, en 1981, de 1,3 milliard de dollars (environ 1.800 milliards de francs) d'aide.

Depuis le 10 août, date à laquelle avait été déposé le rapport préliminaire, les importateurs américains ont été avisés de la décision. Les importateurs ont tenu des consultations d'un montant équivalent aux évaluations de subventions pour ces produits. Cela a eu pour effet, bien évidemment, de faire monter leurs prix.

La commission du commerce international (I.T.C.) à Washington a décidé le 25 août de la subvention américaine a subi un préjudice du fait de ces subventions. Dans l'affirmative, les départs dans le canton serviront à payer des taxes additionnelles.

Des deux côtés de l'Atlantique, les avertissements se multiplient sur la nécessité d'éviter une « guerre commerciale ». Au début du mois d'août, Washington et Bruxelles étaient parvenus à un compromis prévoyant des restrictions volontaires de ventes d'acier européen contre l'atlantique (sur la plupart des produits sauf les tubes et tuyaux qui devaient faire l'objet d'un arrangement particulier). Cet accord a été bientôt dénoncé par deux des principaux sidérurgistes américains, U.S. Steel et Bethlehem Steel.

M. Baldrige a réaffirmé mercredi que ce compromis « donnerait un avantage déloyal aux producteurs américains et des pertes énormes à nos consommateurs ». « C'est aux hommes d'affaires », a-t-il ajouté, de savoir si leur intérêt est que soit la meilleure méthode pour combattre les pratiques de dumping ».

• Hausse du dollar et de l'or • Stabilité du franc

Au lendemain de la publication du communiqué du ministère de l'économie et des finances démentant les rumeurs faisant état d'une prochaine sortie du franc du Système monétaire européen, le calme est revenu sur les marchés des changes. De nouveau en hausse à l'ouverture — le cours du D.M. a progressé jusqu'à 2.8250 F, son plus haut niveau — le franc s'est par la suite légèrement redressé, le D.M. s'inscrivant à 2.8147 F.

Le dollar, de son côté, a nettement progressé à Paris (8,85 F contre 8,8150 F) mais aussi à Francfort (2,436 D.M. contre 2,4175).

L'or a également vivement monté, le cours de l'onca se traitait entre 413 et 415 dollars contre 401 dollars la veille.

Alors qu'il prépare activement la sortie du blocage des prix et des salaires, le gouvernement se trouve confronté à un problème dont il se serait bien passé : la faiblesse du franc, notamment vis-à-vis du Deutschmark, dont le cours est passé, entre le 19 et le 25 août de 2,78 à 2,82 F, en dépit des interventions de la Banque de France.

Ce recul s'explique, en premier lieu, par des raisons techniques. La hausse du dollar, en affaiblissant le Deutschmark, protège, en quelque sorte, le franc. Sa baisse amorcée au milieu de la semaine dernière a eu un effet inverse.

Mais ces considérations ne sauraient tout expliquer. Il est certain que la baisse du franc a été accentuée par les rumeurs qui ont circulé tous ces derniers jours sur une sortie de notre devise du système monétaire européen. La création d'un double marché des changes. Démenties une première fois officiellement, elles l'ont été une seconde fois officiellement par le communiqué du ministère de l'économie et des finances, publié le 25 août, qui déclarait :

« Alors que des rumeurs non justifiées circulent sur le marché des changes, le gouvernement rappelle que la politique économique et financière de la France est fondée sur l'appartenance de sa monnaie au système monétaire européen (S.M.E.) : le S.M.E. comme traduction de notre engagement en faveur d'une communauté européenne de plus en plus solidaire et dynamique. Le S.M.E. comme appui de notre politique, profondément engagée dans la lutte pour réduire l'inflation et le déséquilibre des échanges extérieurs. »

Cette politique sera poursuivie et renforcée. Elle se verra dotée de tous les moyens politiques, sociaux et techniques de sa réussite, dans cet effort collectif pour mieux maîtriser les prix et tous les revenus, pour développer la production de l'appareil de production.

« La encore, la France pourra bénéficier de l'aide logistique des mécanismes du S.M.E. sans oublier les possibilités qu'elle a par ailleurs de renforcer par diverses voies d'exportation le montant des réserves de changes immédiatement disponibles. »

Ce communiqué appelle plusieurs remarques. Sa longueur est insolite. D'ordinaire, les déclarations sur cette matière sont plus laconiques.

Restructuration de la société Gaumont

Une modification de l'organisation est intervenue à la société Gaumont en raison de la diversification croissante du groupe dans le domaine de la communication (1). Ainsi les activités cinématographiques seront-elles désormais nettement séparées des autres secteurs. M. Daniel Toscani du Plantier, directeur général de l'entreprise

(présidée par M. Nicolas Seydoux), devient ainsi le directeur général de la nouvelle division Gaumont-Cinéma. Dans ce secteur ont été nommés à ses côtés deux directeurs généraux adjoints : M. Denis Chateau, qui assurait la programmation commune Gaumont-Pathé, reste directeur de l'exploitation, mais s'occupera désormais de la production et de la promotion du film pour la France ; et M. Roland Goudé se voit confier les questions de gestion.

M. Daniel Toscani du Plantier, qui entend se décharger ainsi « de la vie quotidienne du film », annonce qu'il se préoccupera désormais davantage des opérations internationales et de la stratégie du groupe dans son entier, à travers les filiales et les partenaires extérieurs. Si M. Alain Poirs demeure responsable de la ligne de production, cette restructuration revient à confier la « stratégie du film » à M. Denis Chateau, même si les productions de type Bergman ou Fellini — mettant en jeu des partenaires étrangers — restent encore dans les mains du directeur général.

La Gaumont annonce, d'autre part, l'arrivée de M. Michel Pascal, qui quitte Europa 7 pour devenir chef de la publicité-films, dont s'occupait auparavant Mme Martine Offroy. Cette dernière, qui demeure chargée des relations extérieures du groupe, s'occupera plus complètement de la société Edivision, dont elle est le président-directeur général. Enfin, M. René Bonnel, chargé de la distribution, sera l'animateur de Gaumont-Diffusion, qui devrait être bientôt créée. Cette société sera une « structure autonome » chargée de la diffusion sur tous les supports (notamment la vidéo) des produits Gaumont (ou autres...).

M. L. B.

Cours Arthur Rimbaud

à rue Saint-Augustin 75008 PARIS - Tél. : 261-31-14

PRÉ-RENTREE 1982

Recyclage en
— Mathématiques
— Sciences physiques
— Sciences économiques
— Français
du 9 septembre
au 9 septembre
de la 3^e aux terminales

MP

L'été du diamant

Cette bague saphir entourée de diamants créée par MP, vaut 19.900 F vous la porterez sans attendre avec un versement comptant de 1.990 F le solde jusqu'à 24 mois dont de 3 à 6 mois de crédit gratuit après acceptation du dossier

Un choix considérable : Diamants - Rubis - Saphirs Emeraudes

4, pl. de la Madeleine 260.31.44

86, rue de Rivoli

138, rue La Fayette

Catalogue éprouvé gratuit sur demande

Encore 4 jours Ouvert dimanche 29

TAPIS

- 50 %

maison de

au Iran

86, Ch. Chateaubriant 138 - 226 62 99

Club Méditerranée

Déjeuner "fraîcheur" ?

Dans la verdure, à Neuilly. Buffet froid et buffet chaud. Fromages. Desserts. Vin à discrétion.

(à l'été 1982) (ouvert tous les jours, sauf dimanche, 10h-18h)

100F

Club Méditerranée

LES DEJEUNERS D'ÉTÉ

100F

Club Méditerranée

LES DEJEUNERS D'ÉTÉ

100F

Club Méditerranée

LES DEJEUNERS D'ÉTÉ

100F

Club Méditerranée

LES DEJEUNERS D'ÉTÉ

100F

Club Méditerranée

LES DEJEUNERS D'ÉTÉ

100F

Club Méditerranée

LES DEJEUNERS D'ÉTÉ

100F

Club Méditerranée